

# Feuillets d'Eglise-Wallonie

Numéro 2 mai 2017

---

Le paysage politique est en crise profonde dans de nombreux pays. Les propos haïeux, approximatifs, mensongers s'égrènent à la télévision et dans les médias, sans parler des réseaux sociaux. Des populations en déprise ou des territoires en régression économique et sociale profonde ne perçoivent plus d'avenir et ne voient qu'une solution: adhérer aux courants politiques nationalistes, identitaires, poussant au repli sur soi, recourant à une réécriture d'un passé mythifié.

Dans le même temps, les riches sont de plus en plus riches, affichant des avoirs et des revenus dont les montants échappent à la compréhension de la plupart des citoyens au regard de ce qu'ils gagnent eux pour vivre ou simplement de l'usage de telles fortunes: « mais qu'est-ce qu'on peut faire avec autant de millions ou de milliards? ». La Wallonie (certes dans des proportions moindres, elles ne comptent pas de « champions » parmi les

Suite en page 2 de couverture.

Doctrines sociale, société, violence,  
engagement citoyen, 1

Suite de la page 1

classements mondiaux des méga-fortunes) est aussi confrontée à ces disparités choquantes qui alimentent ce sentiment d'être voisin d'un autre monde.

Le médecin, généticien, Axel Kahn, dans son parcours pédestre de Givet au Pays Basque, attentif au paysage, à la flore, à l'écologie porte surtout son regard sur les hommes et les femmes qu'il rencontre (Pensées en chemin. Ma France, des Ardennes au Pays Basque, 2014, Ed. Stock, Le livre de poche, 308 pages). Parcourant la France, c'est son choix, à l'écart des grandes villes et des aires métropolitaines, il parle de « sécession ». « J'appelle ainsi la rupture d'une partie de la population avec la vie ordinaire, l'apparente rationalité de son discours et de ceux qui le tiennent. » (p. 164)

Cherchant les racines de cette attitude, « la principale est dans doute le sentiment de dépossession ressenti par des gens qui pensent avoir perdu la maîtrise de leur avenir, l'assimilation d'un présent analysé lui-même comme la manifestation d'une incroyable dégradation d'un passé plus ou moins fantasmé. L'exaspération qui en résulte est souvent commune au riche paysan, par exemple le viticulteur champenois, et aux victimes des désastres économiques » (p. 164). (NDR il a commencé son périple par la vallée de la Meuse ardennaise, région sinistrée s'il en est) ».

Axel Kahn continue son analyse, et ses descriptions au long de son périple. Retenons ceci : « Il n'existe certes pas de solution miracle pour renouer le dialogue avec les sécessionnistes, leur redonner de l'espoir et

# Une Doctrine Sociale ou des enseignements sociétaux ?

**Jean-Pierre LEMAITRE**

"La crise qui affecte le monde n'est pas uniquement financière, c'est une crise morale et de confiance" déclare le Mgr Giampaolo Crepaldi, secrétaire du Conseil pontifical justice et paix à propos de la crise financière actuelle, déclaration reprise par l'Agence Zenit du Vatican le 17/11/2008.<sup>1</sup>

Pour lui la solution ne peut donc être seulement d'ordre financier. Cette crise dit-il, mettrait en lumière tout ce que la Doctrine sociale de l'Église<sup>2</sup> affirme depuis très longtemps. Quand un système économique-financier entre en crise, ce n'est jamais pour des motifs économiques ou financiers, mais parce qu'une faille s'est produite en amont dans le système moral global. Il estime qu'à l'origine de la situation, il y a une crise de confiance, la confiance n'étant pas d'abord un élément économique et financier mais une attitude éthique.

"Lorsque le marché pervertit cette attitude éthique, nous savons tous qu'il n'est plus en mesure à lui seul de la rétablir, a-t-il expliqué. Il faut trouver un équilibre entre la dérégulation des marchés que l'on a connue ces derniers temps et la tentation de conférer un poids excessif à l'Etat. Ce sont trois acteurs qui ont un rôle à jouer - a-t-il ajouté - : le marché d'une part, l'État de l'autre, mais aussi la société civile. Là précisément se trouve la réponse aux exigences et aux inspirations qui découlent dudit principe de subsidiarité. En conformité avec la Doctrine sociale de l'Église", conclut-il, "il faut considérer avec une plus grande sagesse le marché et le rôle qu'il peut jouer." Et d'ajouter : "nous n'en serions pas là si nous avions traité le marché comme un moyen et non comme une fin."

---

<sup>1</sup> ZF08111705 - 17-11-2008

« La crise financière actuelle est une crise « morale » et de « confiance ».

Déclaration du secrétaire du Conseil pontifical justice et paix, Mgr Crepaldi, disponible sur :

<http://www.zenit.org/article-19391?l=french>

<sup>2</sup> CONSEIL PONTIFICAL "JUSTICE ET PAIX",

« COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE »

Texte intégral disponible sur Internet à l'adresse :

[http://www.vatican.va/roman\\_curia/pontifical\\_councils/justpeace/documents/rc\\_pc\\_justpeace\\_doc\\_20060526\\_compendio-dott-soc\\_fr.html](http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/justpeace/documents/rc_pc_justpeace_doc_20060526_compendio-dott-soc_fr.html)

Le prélat rejoint le fondement des enseignements pontificaux : « Tout système suivant lequel les rapports sociaux seraient entièrement déterminés par les facteurs économiques est contraire à la nature de la personne humaine et de ses actes (cf. CA 24) »<sup>3</sup>. L'Évêque de Liège, Mgr. Aloys Jousten, a rappelé dans *La Libre* leur pertinence<sup>4</sup>. Mais l'éthique qui rétablirait la confiance financière est une utopie dangereuse. On n'a jamais connu une ère où la culture seule pouvait prémunir la société de comportements prédateurs, rapaces et avides, même durant la période mythique de la chrétienté durant laquelle l'éthique aurait baigné toute la société, du vilain au suzerain. Ces manières d'introduire, dans l'explication de la crise, les catégories du bien et du mal, d'opposer l'éthique de la confiance à la duplicité des fiduciaires, de mettre dos-à-dos la société civile, d'une part, et la société économique et politique, de l'autre, sont dangereuses.

Ce discours est contestable pour plusieurs autres raisons. Il est idéologique et opposé à la Cité des hommes. En effet, sous couvert de chercher une « troisième voie », il refuse d'inciter les laïcs à construire un Etat efficace, apte à assurer le bien commun de la société, avec une attention particulière pour ses membres les plus fragiles, avec le recours à des corps intermédiaires pour assurer les médiations et une décentralisation qui soit fondée sur le principe de la subsidiarité. Dans nos démocraties, l'État est censé être le garant de l'intérêt général. Plutôt que de le gonfler ou le dégonfler, il faut le remettre sur la bonne voie. Ce communiqué parle de "tentation de conférer un rôle excessif à l'État". Où est l'excès ? Ce prélat réalise-t-il que l'État peut servir de garde-fous ? L'État est le produit, en démocratie, de la société civile elle-même. L'État n'est pas distinct de cette dernière – la "société civile" – qui est constituée des « nous », les épargnants, directs ou indirects via les fonds de pension et sans doute aussi du Vatican lui-même. Tous nous avons contribué à la crise en croyant que par la Bourse – je suppose que c'est là "le marché" – l'on allait pouvoir s'enrichir plus vite que ne le permettait le travail des hommes et la capacité de la terre à reproduire les ressources. Restaurer la confiance en qui, pour faire quoi et avec qui ? Et quelle sera la place de l'homme et de Dieu « dans

---

<sup>3</sup> On peut consulter à ce sujet des sites dont :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Pens%C3%A9e\\_sociale\\_de\\_l'%C3%89glise](http://fr.wikipedia.org/wiki/Pens%C3%A9e_sociale_de_l'%C3%89glise)

<http://www.thesocialagenda.org/francais/>

<http://www.doctrinesocialeeglise.org/spip.php?article105>

<sup>4</sup> *La Libre* du 13/11/2008, texte disponible sur :

[http://www.lalibre.be/index.php?view=article&art\\_id=459486](http://www.lalibre.be/index.php?view=article&art_id=459486)

tout cela » ? C'est peut-être là qu'on est en droit d'attendre une parole de l'Église ? Ce discours : « je vous l'avais dit et j'avais raison » manque de recul critique. Il ne démontre pas ce qu'il veut démontrer, que la crise validerait ladite "doctrine sociale" de l'Église.

D'ailleurs, cette "doctrine" n'est pas de l'ordre du « depuis très longtemps ». Son origine est moderne, l'Église de Rome a tenté au XIX<sup>ème</sup> de se frayer une "troisième voie", entre les grands courants modernes du libéralisme et du socialisme en méfiance par rapport aux Etats sécularisés. Puis lettres et enseignements ont évolué et ont gagné en richesse et en profondeur avec les développements de l'hyper individualisme post-moderne.

Les "enseignements sociétaux" de l'Église, enseignements sociaux, économiques et politiques, ont été la contribution de penseurs catholiques engagés dans le monde de leur temps, sensibles à sa misère, éclairés par l'esprit de l'évangile et la dignité de la personne humaine. Pour parler ainsi, ces catholiques s'investissaient dans la connaissance que les sciences humaines leur offraient et dans l'action sociale.

Aujourd'hui encore, ces femmes et ces hommes tentent d'apporter un éclairage aux situations qui génèrent l'inégalité et la misère. Ces enseignements ont évolué dans le temps. Ils nécessitent une lecture, avec un recul critique approprié, qui les situe, chacun, dans son environnement historique particulier<sup>5</sup>.

Il semblait acquis, au sein de l'Église catholique, que c'est une responsabilité des laïcs, avec les compétences utiles qui leur sont propres, d'assumer cette mission d'action sociale. Les autorités religieuses devant, elles, assumer leur rôle prophétique : dans ce cas-ci, dénoncer le désordre, les injustices et les conséquences sociales de la crise. Ceci a l'avantage d'être incontestable et de ne pas prêter encore plus le flan aux critiques systématiques des religions. Parler de "Doctrine", ou je me trompe ? c'est vouloir conférer à un corpus de textes variés les caractères du monolithe, du sacré, du dogme, de la révélation (5). Parler d'enseignement, c'est nous rappeler que rien ne nous dispense de continuer modestement d'étudier, de discerner et d'agir dans un souci de solidarité humaine.

Nos représentations du réel sont réelles dans leurs conséquences : nous devons donc en assumer la responsabilité. Aucun groupe humain n'est à lui seul dépositaire de « la vérité » et le souffle de l'Esprit. Ce dernier ne

---

<sup>5</sup> Lire la page 7 de : « L'Église et l'économie: la doctrine sociale de l'Église », Jean-Yves Calvez, L'Harmattan, Paris, 1999, ISBN 2738485804, 9782738485809 119 pages.

Disponible sur :

[http://books.google.be/books?id=6uOkX\\_MizZsC&pg=PA119&hl=fr&source=gbs\\_selected\\_pages&cad=0\\_1#PPA7,M1](http://books.google.be/books?id=6uOkX_MizZsC&pg=PA119&hl=fr&source=gbs_selected_pages&cad=0_1#PPA7,M1)

connaît pas de frontières. L'Esprit souffle aussi sur les chercheurs de bonne volonté, en sciences économiques, sociales et politiques.

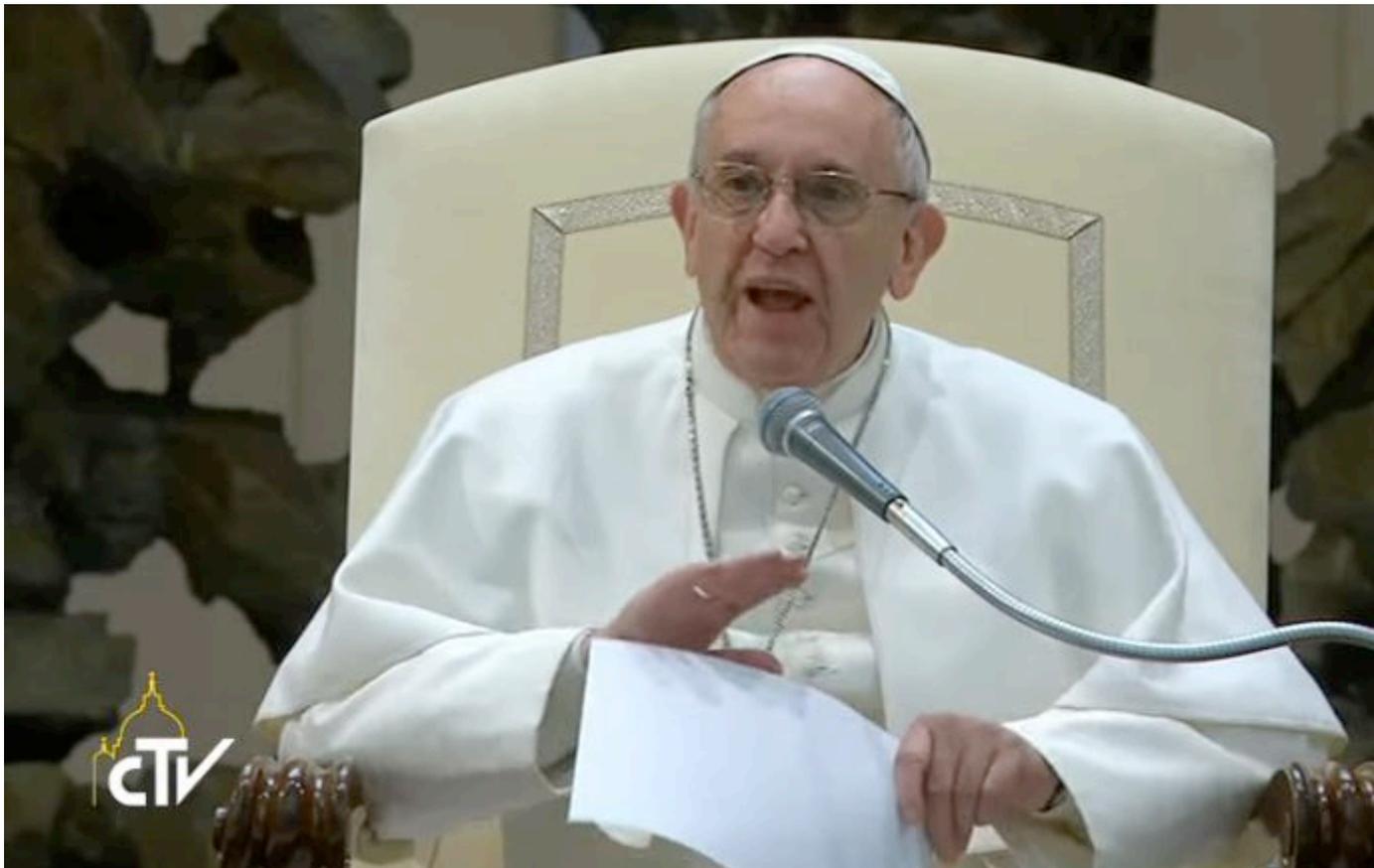
Cette crise peut-elle nous faire grandir moralement et collectivement ? C'est moins par la méfiance de l'État et de « l'autre » qui est engagé dans une activité industrielle, financière ou commerciale, que dans un discernement politique, mené avec l'ensemble de la société afin de neutraliser plus ou moins les biais idéologiques et les intérêts particuliers. Si la solution à la crise est un mode de vie plus frugal et plus solidaire, plus patient au gain avec moins de prise de risques, c'est à nous d'en convaincre nos concitoyens.

Puisse les portes paroles du Vatican y contribuer.

**23 novembre 2008**

**Un système économique qui met des êtres humains à l'écart est « inacceptable »**

**Discours du pape François à des représentants de « The Global Foundation »<sup>6</sup>**



*Audience Du 11 Janvier 2017, Capture CTV*

*Un système économique qui « écarte les hommes, femmes et enfants » lorsqu'ils ne sont « plus utiles selon les critères de rentabilité des entreprises », est « inacceptable ». C'est la dénonciation du pape François, mettant en garde contre l'effet « boomerang » de ce système, devant une délégation de « The Global Foundation », le 14 janvier 2017.*

*Recevant au Vatican les participants à une "Table Ronde" organisée à Rome*

---

<sup>6</sup> 14 janvier 2017, traduction intégrale par Zenit, Anne Kurian. Source : site [http:// :fr.zenit.org](http://fr.zenit.org)

*par l'organisation australienne, le pape a assuré que la « mise à l'écart des personnes » était une « régression » et une « déshumanisation » du système politique et économique.*

*Il a averti : « ceux qui causent ou permettent le rejet des autres – réfugiés, enfants abusés ou rendus esclaves, pauvres qui meurent dans la rue quand il fait froid – deviennent eux-mêmes comme des machines sans âme, acceptant implicitement le principe qu'eux aussi, tôt ou tard, seront écartés ».*

*Le pape a invité chacun à une conversion personnelle en apprenant « à compatir avec ceux qui souffrent ». C'est cette compassion qui aidera les acteurs économiques et politiques, à tous les niveaux, à corriger les systèmes, a-t-il affirmé.*

*« The Global Foundation », fondée en 1998, se veut un réseau de dialogue international sur les plus grands problèmes mondiaux actuels, notamment en matière d'économie, de sécurité alimentaire, de climat.*

## **Discours du pape François**

Chers amis,

Je suis heureux d'être avec vous en cette nouvelle édition de la "Table Ronde" de Rome de la *Global Foundation*, autour de laquelle vous vous réunissez, inspirés par la devise de la Fondation – "Ensemble nous nous engageons pour le bien commun global" ("*Together we strive for the global common good*") –, pour identifier les voies justes, capables de conduire à une globalisation "coopérative", c'est-à-dire positive, opposée à la globalisation de l'indifférence. La finalité est de garantir que la communauté globale, formée par les institutions, les entreprises et les représentants de la société civile, puisse parvenir réellement aux objectifs et aux obligations internationaux solennellement affirmés et pris, comme par exemple ceux de l'Agenda 2030 pour le développement durable et les Objectifs de développement durable.

Je voudrais avant tout redire qu'un système économique mondial qui écarte les hommes, femmes et enfants, lorsqu'ils semblent ne plus être utiles selon les critères de rentabilité des entreprises ou d'autres organisations est inacceptable, parce qu'inhumain. Cette mise à l'écart des personnes constitue la régression et la déshumanisation de n'importe quel système politique et économique : ceux qui causent ou permettent le rejet des autres – réfugiés, enfants abusés ou rendus esclaves, pauvres qui meurent dans la rue quand il fait froid – deviennent eux-mêmes comme des machines sans âme, acceptant implicitement le principe qu'eux aussi, tôt ou tard, seront écartés – c'est un boomerang ! Mais c'est la vérité : tôt ou tard il seront écartés – quand ils ne seront plus utiles à une société qui a mis au centre le dieu argent.

En 1991, saint Jean-Paul II, face à l'effondrement de systèmes politiques oppressifs et à l'intégration progressive des marchés que nous appelons désormais globalisation, prévenait du risque que se répande partout l'idéologie capitaliste. Elle comportait une considération très faible ou nulle envers les phénomènes de la marginalisation, de l'exploitation et de l'aliénation humaine, ignorant les multitudes qui vivent encore dans des conditions de misère matérielle et morale, et en confiait aveuglément la solution au seul libre développement des forces du marché. Mon Prédécesseur, en se demandant si un tel système économique était le modèle à proposer à ceux qui cherchaient le chemin du vrai progrès économique et social, est parvenu à une réponse clairement négative. Ce n'est pas le chemin (cf. Centesimus annus, 42).

Malheureusement, les risques redoutés par saint Jean-Paul II se sont amplement réalisés. Cependant, beaucoup d'efforts d'individus et d'institutions se sont développés en même temps, pour guérir les maux produits par une globalisation irresponsable. Mère Teresa de Calcutta, que j'ai eu la joie de proclamer Sainte il y a quelques mois et qui est un symbole et une icône de notre époque, d'une certaine façon représente et résume ces efforts. Elle s'est penchée sur les personnes épuisées, laissées sur le bord de la route pour y mourir, reconnaissant en chacune d'elles la dignité donnée par Dieu. Elle a accueilli toute vie humaine, la vie non née et la vie abandonnée et rejetée, et elle a fait entendre sa voix aux puissants de la terre pour qu'ils reconnaissent les crimes de la pauvreté qu'ils ont eux-mêmes créée (cf. Homélie pour la canonisation de Mère Teresa de Calcutta, 4 septembre 2016).

C'est la première attitude qui peut conduire à une globalisation solidaire et coopérative. Il faut, avant tout, que chacun, personnellement, ne soit pas indifférent aux blessures des pauvres, mais apprenne à compatir avec ceux qui souffrent à cause des persécutions, de la solitude, du déplacement forcé ou de la séparation d'avec leur famille ; avec ceux qui n'ont pas accès aux soins de santé ; avec ceux qui subissent la faim, le froid ou la chaleur.

Cette compassion aidera les acteurs économiques et politiques à utiliser leur intelligence et leurs ressources non seulement pour surveiller et contrôler les effets de la globalisation, mais aussi pour aider les responsables dans les différentes sphères politiques – régionales, nationales et internationales – à en corriger l'orientation autant de fois qu'il est nécessaire. La politique et l'économie, en effet, devraient comporter l'exercice de la vertu de la prudence.

L'Eglise est toujours confiante, parce qu'elle connaît les grandes possibilités de l'intelligence humaine qui se laisse aider et conduire par Dieu, et la bonne volonté des petits et des grands, des pauvres et des riches, des entrepreneurs et des employés. C'est pourquoi je vous encourage à

poursuivre votre engagement, toujours guidés par la Doctrine sociale de l'Église, en promouvant une globalisation coopérative avec tous les acteurs impliqués – société civile, gouvernements, organismes internationaux, communautés académiques et scientifiques et autres – et je souhaite tout le succès à votre travail.

Je vous remercie de votre attention et je vous assure de ma prière ; et je vous prie de transmettre mon salut personnel, ainsi que ma bénédiction, à vos familles et à vos collaborateurs.

## **Journée d'étude sur le sens du travail : Actualité des enseignements sociaux de l'Eglise catholique romaine : Regards académiques croisés sur la « Doctrine Sociale »**

**Compte-rendu par Jean-Pierre Lemaître<sup>7</sup>**

*La notion de 'doctrine sociale est appréhendée comme un ensemble de textes signés par le Magistère de certains papes et par le Concile Vatican II, le Catéchisme de Jean-Paul II, des discours de Noël et des interventions de nonces dans des organismes internationaux. Ces textes touchent la question économique et sociale au sein des Etats et plus largement au sein de la famille humaine. En dehors de la parution récente de Caritas In Veritate (2009), les encycliques principales en la matière au niveau étatique sont: Rerum Novarum (1891), Quadragesimo Anno (1931), Laborem Exercens (1981) et Centesimus Annus (1991).*

*Au cour de cette journée d'étude, les intervenants ont tentés d'analyser comment le travail a été mis en valeur par l'ensemble de ces textes en les soumettant à une lecture critique et multi-disciplinaire, en ce début de XXIe siècle de globalisation de l'économie, de transformation du travail, de chômage de masse et d'inégalité croissante de bien-être.*

Il faut d'abord constater que la première encyclique, Rerum Novarum, a eu en impact énorme sur au moins quatre plans :

1) L'Eglise passe d'une posture sociale caritative pour suppléer aux misères humaines, santé, éducation, déshérences morales, à une analyse économique du système qui génère des problèmes sociaux et moraux. Elle le fait en dialogue avec des acteurs catholiques motivés, pasteurs, patrons, ouvriers, religieuses et religieux qui inspirent les rédacteurs. Ce mouvement, venu de la base, débouche sur l'affirmation que la relation de travail (employé-employeur) est asymétrique et que la partie travailleuse doit être protégée. La classe ouvrière doit être

---

<sup>7</sup> Journée d'étude organisée le 30 mai 2012 par l'Institut des Sciences du Travail (UCL), la Chaire Max Bastin (Cirtes-UCL), le Centre for Catholic SocialThought (KUL) et la Faculté de Théologie (UCL) à La fonderie, Bruxelles, Molenbeek-Saint-Jean, <http://www.uclouvain.be/397634.html> . Cette journée a rassemblé une cinquantaine d'universitaire et d'acteurs économiques et sociaux.

informée, associée et actrice de son développement personnel. Son activité doit pouvoir être créatrice, techniquement et économiquement.

2) L'analyse est fondée sur une approche philosophique, le néo-thomisme, avec une conception de la personne humaine et du droit naturel censée s'imposer à tous les citoyens, indépendamment de leurs convictions philosophiques et religieuses. Elle ne se situe pas encore dans un cadre inter-religieux ou inter-convictionnel telle que la sécularisation des sociétés occidentales va l'imposer plus tard. Elle est donc tributaire d'une vision philosophique qui ne sera plus largement comprise ni partagée dans les sociétés civiles contemporaines. Elle repose sur une conception personnaliste de l'individu où l'ouvrier doit pouvoir subvenir dignement aux besoins de sa famille avec, si possible, une épouse qui s'y consacre entièrement.

3) Dans ce temps ultra-libéral, le magistère plaide pour la liberté d'association et du droit de grève. Ceci est un frein à la toute puissance patronale. Ceci est aussi en opposition au corporatisme, au syndicalisme d'état, au syndicalisme vertical des états fascistes et aux régimes de parti unique qui vont voir le jour.

4) La première encyclique a sorti les fidèles d'une attitude passive et provoqué leur engagement dans une multitude d'organisations coopératives, syndicales et politiques, et ce jusqu'à la rédaction de la charte des droits humains et la fondation de l'Organisation et du bureau international du travail. Elle a donc été socialement féconde.

L'analyse des textes doit être historiquement contextualisée, les silences, à partir de certains textes, ont aussi valeur par rapport à ce qui a été dit antérieurement et est abandonné. Si l'on retire les reports aux textes antérieurs on obtient une meilleure vision de ce qui est original et novateur dans les textes plus récents. Sur le plan de la pensée théologique et philosophique, il est important d'analyser et de soumettre cette pensée à la critique intellectuelle, avec ses continuités et ses ruptures, la remettre donc dans le cadre du débat économique et social l'époque qui a vu sa production, sa diffusion et sa plus ou moins bonne réception.

Aujourd'hui encore, chacun peut se poser la question du sens dans les liens de travail mais aussi de son exclusion qui a des conséquences économiques mais aussi sociales. La société ne peut faire l'impasse sur la nécessité d'élaborer une éthique sociale renouvelée garante du bien commun. Dans ce sens les exposés de Matthieu de Nanteuil (UCL) et de Valeria Pulignano (KUL) ont été importants, cette dernière recourant à l'analyse de Karl Polanyi de la transformation économique et sociale de notre monde

L'analyse faite par *Rerum Novarum* est, bien évidemment, antérieure aux courants philosophiques hégéliens et marxistes, aux courants kantien, jusqu'à Habermas, ainsi que de la conception de la justice de Rawls, toutes approches qui fondent actuellement la morale et l'éthique sociale.

De même elle est antérieure à la libération de la femme, aux études de genre, et à la recherche théologique en cette matière. Elle est de ce point de vue complémentaire à la « doctrine » familiale du Saint-Siège.

De plus, le fondement biblique de ce discours valorise le travail comme condition de la rémunération et participation à la création. Ceci pose question aux jeunes actuellement chômeurs involontaires.

Des principes de base : liberté d'association et de négociation, recours prioritaire à la concertation entre partenaires sociaux, accès à la propriété et protection du droit de propriété des biens de production, mais in-fine destination universelle des biens, solidarité, le principe de subsidiarité qui prête à discussions. Le principe de subsidiarité est que chaque décision doit pouvoir être prise au niveau le plus proche des citoyens et ne doit être reporté à un niveau supérieur que quand les besoins de justice et d'efficacité l'exigent. Il s'agit en quelque sorte d'un partage vertical du pouvoir au profit du niveau le plus bas (ce qui n'est pas toujours le cas dans le gouvernement de l'Eglise romaine). Il est donc au carrefour entre les conceptions individualistes et communautaristes et peut entrer en conflit avec les autres principes de solidarité.

Il est difficile, actuellement, pour des membres non-chrétiens d'organisations devenues pluralistes de fait d'accepter certaines affirmations qui lient la solidarité à une affirmation particulière de la vérité. Cependant l'enseignement est un recours pour tout ceux qui ne peuvent admettre l'affirmation que la solution individualiste et ultra-libérale ne connaît pas d'alternative. Ces textes contiennent un potentiel de sens pour tous, quelle que soit leurs orientations spirituelles et qui continuent de puiser aux sources des traditions hellénistiques, judaïques et chrétiennes.

Pour les croyants engagés dans la vie économique et sociale, la question est de parvenir à harmoniser les expériences vécues sur le terrain par les syndicalistes, travailleurs sociaux, de la santé, les éducateurs, des intervenants dans les hospices, commissariats, tribunaux, prisons, etc. et certains discours reproductifs et dogmatiques qui feraient croire que tout a déjà été dit et écrit et qu'on peut pratiquer une morale en situations critiques sans une vision renouvelée, sans un questionnement le choix entre un et un moindre mal. Les principes fixent-ils in fine d'utiles balises ou d'insurmontables contraintes ?

Le livre n'est pas refermé - identités, solidarités, valeurs non-mercantiles, perspectives démocratique - avec une lecture renouvelée de l'actualité et des traditions. Comme l'a écrit Albert Einstein: vivre, c'est comme rouler à vélo. Pour rester en équilibre, il faut rester en mouvement.

*Les CEMOs (Communauté d'Eglise du Monde Ouvrier) sont historiquement issues du Monde Ouvrier et populaire. Elles sont composées de femmes et d'hommes engagés de diverses manières pour qu'un autre monde soit possible (mouvements sociaux, mouvements d'éducation permanente, actions de quartier, défense des sans papiers, ONG et autres). Elles sont nées dans la foulée du Concile Vatican II et de Mai 1968 porteurs de profonds bouleversements et de grandes espérances. Nos communautés à taille humaine, sont de petites cellules de base d'une Eglise qui se veut autre; participante, fraternelle, démocratique, engagée et chaleureuse. Dans le souci de relations égalitaires et dans la richesse de nos diversités, nous voulons construire des communautés où chacun-e peut prendre la parole pour partager son vécu et redire sa foi avec les mots d'aujourd'hui. Nous faisons en sorte que nos eucharisties soient vraiment branchées sur le quotidien de chacun-e et sur l'évolution du monde. Nous essayons de faire résonner l'évangile dans notre vie et nos engagements individuels et collectifs. Les CEMOs sont membres à part entière de l'Eglise diocésaine, communion de communautés. Elles font partie du réseau des Communautés de Base de Wallonie et de Bruxelles. Elles sont aussi reliées à un réseau européen et mondial issu de la théologie de la Libération. Des rencontres de réflexion, de ressourcement et de formation sont organisées au niveau du diocèse mais aussi au niveau Wallonie-Bruxelles.*

*La Commission pour les CEMOs du diocèse de Tournai a produit, en cette fin d'année 2016, une réflexion sur la situation socio-économique de notre société. Elle appelle tout un chacun à de la lucidité et surtout à de la solidarité de toutes et de tous en lien avec le témoignage de vie de Jésus de Nazareth.*

## **LES CEMOS S'ENGAGENT...**

### **On dit que...**

\* « *Les chômeurs se plaisent au chômage. Ils ne cherchent pas de boulot.* » En Belgique, il n'y a qu'une offre d'emploi pour 36 demandeurs d'emploi. Encore faut-il que l'offre d'emploi rencontre les compétences du demandeur ! Le drame de Caterpillar nous met devant les yeux l'angoisse de milliers de travailleurs qui s'interrogent sur leur avenir. Michel travaille dans une société de gardiennage. Des contrats de 6 mois, 2 heures par nuit avec de longs déplacements. Un exemple parmi bien d'autres.

\* « **Les immigrés viennent prendre notre boulot** ». « *On ne peut accueillir toute la misère du monde* ». Rien de neuf sous le soleil. Il y a 50 ans, on entendait le même discours : à la fenêtre de certains cafés, on pouvait lire : « Interdit aux chiens et aux Italiens ». Un jeune marocain travaille dans une société d'Interim avec des contrats d'un jour. Un exemple parmi bien d'autres.

\* « **On vit au dessus de ses moyens** ». Le revenu d'intégration sociale d'un isolé est de 850,39 € par mois. Beaucoup de jeunes restent chez leurs parents : pas moyen de se payer un loyer. De plus les conditions d'accès et de maintien du droit aux allocations d'insertions sont rendues plus difficiles depuis 2015. Les mesures Di Rupo et Michel ont exclu plus 75.000 jeunes de ce revenu et par la même au droit à la sécurité sociale. Il y a aujourd'hui en Belgique 20 % de jeunes de 16 à 25 ans qui vivent sous le seuil de pauvreté.

### **Des chiffres qui parlent !**

62 personnes possèdent dans le monde autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Les richesses de ces 62 personnes ont augmenté de 44% depuis la crise économique. Lors des 15 dernières années, la moitié de l'augmentation des richesses est allée dans les coffres des 1% les plus riches de la population. La moitié la plus pauvre de la population n'a reçu que 1% de l'augmentation des richesses depuis ces 15 dernières années. On estime que l'évasion fiscale des multinationales coûte au moins 156 milliards d'euros par an aux pays les plus pauvres du monde... Apple a payé en Irlande 0,005% d'impôt !

Entre les années 50 et 80, les écarts entre pays riches et pauvres, entre riches et pauvres dans le Nord et dans le Sud se sont réduits. Depuis les années 80, les écarts se creusent partout. Un monde inégalitaire est un monde dangereux. Les inégalités sont source de violence. « Nous sommes en guerre », a déclaré le pape dans l'avion le ramenant de Cracovie. « Mais pas une guerre de religion. Toutes les religions veulent la paix. Nous sommes dans une guerre d'intérêt, une guerre pour de l'argent, une guerre pour les ressources de la nature ».

### **Non à la fatalité**

Nous savons que partout sur la planète, des femmes et des hommes disent non à la fatalité. Dans le Sud, des paysans se battent pour défendre l'agriculture familiale contre l'agrobusiness. Des mouvements militent pour une fiscalité juste. Nombreux sont les femmes et les hommes engagés dans des mouvements qui avec ténacité veulent un monde où chacune et chacun peut vivre dans la dignité : *Entraide et Fraternité, Vie Féminine, Les Equipes populaires, Amnesty International, Kairos, Le réseau pour la justice fiscale,*

*etc... sans oublier les organisations syndicales.* Ces mouvements ont le double objectif : travail de sensibilisation et interpellation politique.

La crise suscite aussi la créativité comme le montre le film *Demain*. Des initiatives se créent pour pallier aux manques, comme par exemple, Solidarités Nouvelles, le Rebond, les covoiturages...

### **L'évangile nous booste !**

Jésus a eu des paroles fortes qui ont marqué les disciples. Surtout, il a posé des actes : il a mis au centre le petit, il s'est lié aux exclus. Il a déclaré : « Ce que vous avez fait aux plus petits d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait. ». Il a révélé un Dieu solidaire « des cabossés de la vie ». Les Apôtres aspiraient à la première place, s'affolaient devant une foule affamée, repoussaient les enfants ou l'aveugle. Secoués par la mort de Jésus mais réconfortés par la résurrection et stimulés par l'Esprit-Saint, ils se sont mis à leur tour à agir et à proclamer ce qui fait la grandeur de tout homme.

Nous aussi, selon nos possibilités et les circonstances, animés par l'Esprit de Jésus, nous voulons agir, assumer nos responsabilités et refuser les injustices. Là où nous sommes, dans la mesure de nos possibilités, nous sommes solidaires des mouvements qui luttent pour la dignité pour tous. Nous tâchons de venir en aide aux victimes des conflits et des catastrophes. Inspirés des prophètes de la Bible, nous dénonçons les situations de détresse, nous marquons notre indignation et notre désapprobation devant des mesures inadmissibles au regard de la dignité des êtres humains. Non pas tout seuls mais en rejoignant toutes celles et ceux qui veulent un monde où il fait bon vivre, en frères et sœurs qui se sentent responsables. Les possibilités sont nombreuses. Nous nous engageons à y être attentifs et actifs. Jésus n'a-t-il pas dit : « Ce n'est pas ceux qui disent : « Seigneur, Seigneur » qui entreront dans le Royaume des cieux, mais ceux qui font la volonté de Dieu » (Mt 7,21).

**Communautés d'Eglise du Monde Ouvrier, décembre 2016**

**NDR : ce document est envoyé par André MICHEL, Quaregnon, qui a rédigé le chapeau introductif [andremi2@outlook.com](mailto:andremi2@outlook.com)**

## De la violence ?

**Jos. PIRSON**

### 1. Au commencement était la violence ?

Un regard rapide porté sur l'origine du terme violence m'a amené au terme grec « bia » qui signifie la force vitale, la contrainte (« bios » signifiant la façon ordinaire d'exister, de vivre). En sanskrit le terme « jiya » a, d'après les recherches de différents linguistes, une signification proche du terme « bia ». A partir du terme « bia » se développent des noyaux verbaux comme « biazô » (forcer). L'hébreu nous amène à deux termes non équivalents mais aux radicaux proches : « chay » (kha-ee), la vie, et « chamac » (ka-mas), dépouiller, nuire. Chamac désigne selon les textes du Premier Testament la fausseté, l'outrage, la corruption (par exemple dans le livre de la Genèse, 6 avec le récit de Noé et de l'avant-déluge).

A partir de ce rapide regard il paraît pertinent de nous poser la question du caractère ambivalent et simultanément de la violence comme énergie vitale et comme capacité de nuire<sup>8</sup>. Le terme latin « vis » exprime avant tout la force brutale qui cherche à saisir et à dominer<sup>9</sup>. Il exprime également une énergie vitale qui se déploie et permet d'occuper l'espace-temps, le crédit, l'autorité. L'expression n'est pas neutre : il est important d'interroger l'association entre ce type de force et les questions de genre dans l'usage des mots. L'usage des termes apparaît socialement construit et se développe dans des contextes précis où s'exerce ce que BOURDIEU et PASSERON ont appelé la « violence symbolique » : les dominés considèrent comme naturelles des

---

<sup>8</sup> Les encyclopédies sérieuses que sont l'Encyclopaedia Universalis et l'Encyclopaedia Britannica ne publient aucun article spécifique sur la violence mais bien sur des thématiques précises (violence intra-familiale, viol, actes de violence).

<sup>9</sup> Le vocabulaire juridique a conservé la terminologie « vi coactus » pour exprimer une action exercée sous la contrainte et donc sans l'assentiment direct de la personne (par exemple, pour la signature d'un acte sous la pression, ce qui invalide le document).

situations qui sont des construits sociaux. Ceci nous amène à considérer la force du langage et sa place dans le développement humain.

## **2. « Celui qui a la première fois lancé une injure plutôt qu'une pierre est à l'origine de la civilisation » Sigmund FREUD**

FREUD a tenté, à plusieurs reprises, d'éclairer la question de la violence primitive (*Totem et Tabou*, *Malaise de la civilisation*) de différentes manières qui peuvent être critiquées et relativisées aujourd'hui. Il a toutefois ouvert un débat large qui mérite d'être poursuivi dans la confrontation entre les disciplines. Sa réflexion sur l'importance du passage de l'usage de la violence physique à la violence verbale mérite d'être relue, particulièrement dans un contexte contemporain où certains considèrent que l'humour et la caricature méritent la suppression physique de ceux et celles qui y recourent par voie de presse ou d'autres outils médiatiques.

Dans le langage mythique du livre de la Genèse (Gn 4,3-8), Caïn va pour rencontrer son frère Abel, mais il ne lui parle pas : il se jette sur lui et le tue. Nous assistons à l'échec de la parole : la violence l'emporte sur la volonté initiale de rencontre. Ce récit fait partie d'un ensemble littéraire plus large où est posée la question de l'origine de la violence, sans réponse satisfaisante. Un peu plus loin dans le récit d'Abraham face à son fil Isaac est posée la question du renoncement à la toute-puissance et au schéma sacrificiel d'un Dieu qui peut tout exiger : la parole intervient pour casser le langage de la violence physique et permettre la séparation entre le père et le fils (Isaac n'est plus la copie vivante de son père, ni le jouet d'une volonté supérieure qui peut tout exiger, il est à présent un être différent, séparé de la puissance paternelle sans mesure). Dans l'histoire des civilisations, la réflexion sur la distinction entre violence verbale et violence physique mérite d'être affinée, notamment par l'introduction des rapports de droit et la promulgation des interdits. L'homme politique français Michel ROCARD estimait au début des années 1980 que la politique était « *la gestion-médiation de la violence et de l'argent* »<sup>10</sup>. L'usage de la parole n'est ici encore jamais neutre : il nous renvoie à l'histoire des rapports sociaux et des luttes au fil des siècles entre des positions de dominants et de dominés.

---

<sup>10</sup> Voir la revue française *Chrétiens Sociaux* de mars 1985. Je n'ai pu retrouver la référence exacte.

### **3. « Oui la lutte des classes existe. C'est ma classe qui l'a gagnée. Mais on ne devrait pas » Warren BUFFET<sup>11</sup>**

Nous pouvons nous étonner de l'utilisation de la terminologie « capitalisme sauvage », comme s'il existait par essence un « capitalisme civilisé ». Les régulations et mesures correctrices qui sont intervenues dans l'organisation de la société marchande, puis capitaliste industrielle, ont été le résultat des pressions conjuguées de différents groupes de pression articulés en mouvements sociaux. Ce combat reste toujours une tâche, malgré les acquis récoltés au fur et à mesure des années. La démocratie n'est jamais garantie de manière absolue ni définitive.

De même je me rappelle une discussion assez forte avec des collègues enseignants au moment de l'annonce de la fermeture des forges de Clabecq et de l'acte de violence physique porté contre le curateur Alain Zenner. Certes, je ne pouvais légitimer le recours à la violence physique mais je parlais de la première violence subie par les 1500 travailleurs qui, de manière brutale, venaient de perdre leur travail. Au moment de la préparation de la Coupe Mondiale de football à Rio, certains médias se sont plus focalisés sur la violence de manifestations populaires face aux travaux gigantesques effectués alors que des centaines de milliers de personnes vivaient entassées dans les favelas !

Il en va de même pour la violence symbolique exercée pour amener à considérer l'organisation sociétale comme naturelle et adéquate. Souvent dans notre société occidentale policée domine un modèle culturel selon lequel certains savent ce qu'il convient de faire et enseignent aux autres qu'il n'y a pas d'alternative à la puissance financière et à un ordre des choses présenté comme normal. La population grecque le vit de manière tragique et, de manière plus vaste nous sommes confrontés à un désordre organisé, qui jette sur les mers et océans ceux et celles qui tentent malgré tout de trouver un havre de paix, fût-il illusoire.

### **4. Travailler la question de la violence.**

Non, nous ne sommes pas en dehors de la violence, nous ne sommes pas simplement en face de réalités extérieures que nous n'aurions qu'à dénoncer du bout des lèvres ou, de manière plus expressive, dans certains engagements contre d'autres. La Règle d'Or, l'impératif éthique constitue

---

<sup>11</sup> Warren BUFFET, homme d'affaires des USA est considéré parmi les plus riches du monde (fortune estimée en 2015 à 72,3 milliards de dollars. La phrase est extraite d'une déclaration le 25 mai 2005 à la chaîne CNN : « *It is a class warfare, my class is winning, but they shouldn't be* ». Il s'exprimait en faveur de l'augmentation des taxes sur les grandes fortunes... sans grand risque, admettons-le !

une limitation de la violence et la formulation d'un souhait de relation authentique à l'autre<sup>12</sup>. Cette limitation de la violence exige un quadruple travail : sur soi-même, sur l'entre-deux de la relation, sur l'entre-nous de la vie groupale et sur les structures collectives qui englobent la dimension institutionnelle et politique.

Travail sur soi comme personne impliquée dans la violence, susceptible dans la vie quotidienne d'exercer sur d'autres des agressions, de nuire à d'autres et à soi-même (ne pas s'aimer soi-même constitue une première violence tournée vers soi et destructrice).

Travail sur l'entre-deux, dans la relation qui me tourne vers l'autre mais peut être aussi dévoyée, détournée : l'autre personne peut être niée, instrumentalisée.

Travail sur l'entre-nous, sur la manière dont sont vécues des relations ordinaires, les relations avec le voisinage, la vie de quartier, la vie associative. La violence peut être vécue de manière sournoise et insidieuse dans des relations de travail, dans les phénomènes de cooptation et d'exclusion<sup>13</sup>.

Travail sur les structures, sur les relations collectives et le domaine politique. Celui-ci n'est pas la simple résultante d'efforts individuels, comme pourrait le laisser entendre une lecture psychologisante de la violence. Il est essentiel de relier les actes individuels (pour une relation juste à l'environnement, à d'autres humains) à une dimension plus globale : celle de la redécouverte de l'espace et de l'usage de « communs »<sup>14</sup>. Au-delà d'une pure opposition entre la bureaucratie étatique et la vie privée, le refus de l'appropriation par une minorité des ressources naturelles, des connaissances, des espaces et des réseaux de communication amène à débattre et à mettre en commun différentes ressources dans un souci de limitation et de dépassement de la violence exercée sur d'autres.

Ce travail sera toujours un processus, une tension entre la vie menée et des idéaux poursuivis. L'action et la réflexion pour « une vie bonne et juste » ne peut, selon moi, s'accomplir en faisant (sans jeu de mots) l'économie de ces différentes facettes. La vie personnelle et la vie collective sont elles mêmes

---

<sup>12</sup> Voir la formulation par KANT : « *Aie à cœur de considérer l'autre comme une fin et non comme un moyen* ». Cette expression correspond à la formule présente dans un ensemble de religions et de sagesse : « *Aime ton prochain comme toi-même* ».

<sup>13</sup> Je renvoie ici à l'excellent ouvrage de Robert PUTNAM, « *Bowling alone. The collapse and revival of American Community* », New York, Simon and Schuster, 2000. L'auteur montre comment la conception des relations sociales, ce qu'il nomme le « capital social », s'est réduite en deux décennies aux Etats Unis : plus on s'éloigne de l'horizon du quartier, de la cité, de la nation plus on est indifférent par rapport à ce qui se passe « à l'extérieur ». Cette analyse mériterait des prolongements par rapport à l'évaluation des relations sociales dans nos régions.

<sup>14</sup> Cette dimension est clairement exprimée dans l'ouvrage de Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *COMMUN. Essai sur la Révolution au XXIe siècle*, Paris, Editions de la Découverte, 2014. Leur ouvrage s'appuie, au-delà de la relecture historique de Marx et Proudhon, sur les travaux de l'économiste américaine Elinor OSTROM (prix Nobel d'économie en 2009).

en tension : je ne suis pas simplement le produit de mon milieu, mais je ne suis pas non plus une existence séparée du monde minéral, végétal, animal, humain !

**Août 2015**

## **« NOUS, SUJETS HUMAINS ». COMMENT AUTONOMIE ET SOLIDARITE PEUVENT SE COMBINER POUR UN NOUVEAU VIVRE ENSEMBLE**

**Jos. PIRSON<sup>15</sup>**

Aujourd'hui, à la suite de Paul Vallery qui affirmait le caractère mortel de toute civilisation, nous prenons plus directement conscience de la fragilité de nos sociétés dites avancées et du modèle démocratique que nous prétendons construire avec d'autres, non sans ambiguïté dans un monde de plus en plus globalisé. La vie dans ce monde signifie souvent la soumission à un régime économique de plus en plus déconnecté du développement local. Dans d'autres continents des attaques meurtrières et massacres se produisent tous les jours sans que cela émeuve outre mesure nos consciences occidentales. L'accueil minimaliste des réfugiés en Europe Occidentale n'est pas intégré dans une réflexion large sur les différents aspects de la citoyenneté et la coordination solidaire entre les états. La proximité géographique des attentats de ces derniers mois amène à réaliser que nous ne sommes pas en dehors des troubles du monde et des guerres qui amènent constamment des femmes et des hommes à chercher des lieux de vie plus sûrs.

Comment étudier l'instabilité de systèmes supposés garantir un vivre ensemble et rendre crédibles les promesses d'un monde soudain rendu plus proche notamment par le développement des différentes technologies de l'information ? Sommes-nous condamnés au repli sur nous-mêmes et au retour à d'anciens modèles qui paraissaient dépassés (les identités nationales et ethniques, la mobilisation des religions pour garantir cette pureté identitaire, la restriction de l'accès à la citoyenneté sur différents territoires, la réduction de la vie quotidienne au processus de production et de consommation de biens et services toujours plus sophistiqués...) ? Dans son dernier ouvrage, le sociologue français Alain Touraine appelle à la mobilisation de nouveaux acteurs qui pourraient remplacer les mouvements sociaux qui structuraient les sociétés industrielles au cours des deux siècles précédents<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Texte paru dans Bulletin PAVES, n° 48, septembre 2016, pp. 11-19.

<sup>16</sup> A.TOURAINE, « *Nous, sujets humains* », Paris, Seuil, 2015

## Le passage d'un monde à l'autre ?

Après avoir proposé dans son précédent livre une analyse du déclin des sociétés industrielles, l'auteur s'interroge sur l'avenir des relations sociales dans un monde où s'affirment à la fois la globalisation dominée par le capital financier et l'émergence de différents régimes politiques autoritaires à travers des courants nationalistes. Nous pouvons également assister à la combinaison d'un libéralisme exacerbé et d'un pouvoir central répressif<sup>17</sup>. Or la solution ne paraît pas résider dans le retour à d'anciens modèles, de toute manière inadaptés aux évolutions sociétales. Si les humains sont en quête d'une solution positive et respectueuse elle ne peut, selon Touraine, qu'être liée à l'affirmation des ressources que les êtres humains peuvent mobiliser pour s'affirmer et coopérer dans différents contextes régionaux. Déjà en 1997 le sociologue présentait comme la « *quadrature du siècle* » la possibilité de vivre ensemble égaux et différents<sup>18</sup>. Comment est-il possible en effet d'énoncer à la fois la reconnaissance des personnes dans leur singularité et la possibilité de vivre en société quand les cadres traditionnels de vie communautaire (la cité, la structure tribale, l'affiliation commune à un commun religieux et symbolique) s'effondrent ou, en tout cas, se déstructurent profondément ? Quel est le sort des humains dans un processus de globalisation qui paraît combiner la réduction de ceux-ci au rôle de producteurs-consommateurs et faciliter en même temps l'affirmation de régimes autoritaires<sup>19</sup> ?

Touraine envisage trois situations de domination : celle du parti-état comme c'était le cas dans l'Union soviétique et comme il persiste en Chine, celle du nouveau capitalisme financier découplé des processus de production comme en Occident ; enfin des tyrannies post-nationalistes qui ont remplacé les partis de la décolonisation comme on le constate en Iran. Dans cette situation on ne peut simplement se référer aux combats du passé ou attendre une sorte d'évolution naturelle vers la démocratie dont nous percevons les difficultés et les limites actuelles dans nos pays d'Europe occidentale.

Comment peut-on étudier ces évolutions sociétales sans simplisme mais avec des possibilités d'action et d'intervention ? Il est intéressant de rappeler quelque peu les perspectives générales de la sociologie

---

<sup>17</sup> A.TOURAINE, « *La fin des sociétés* », Paris, Seuil, 2013. L'enjeu est de développer une nouvelle pensée sociale qui puisse non seulement permettre d'analyser le monde en train de disparaître mais également d'appréhender le monde en train de naître.

<sup>18</sup> Voir *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents*. Paris, Fayard, 1997

<sup>19</sup> On peut, comme Touraine le souligne, penser à la manière dont le pays-continent chinois combine à la fois régime autoritaire centralisé et libéralisme économique sans entraves.

actionnaliste avant d'envisager les aspects éthiques et politiques de la mise en évidence du sujet humain en tant qu'acteur social.

## **Les perspectives d'une sociologie de l'action : du sujet à l'acteur**

Rappelons qu'Alain Touraine est particulièrement connu pour les analyses qu'il développe depuis plus d'un demi-siècle sur l'évolution des mouvements sociaux. La sociologie de l'action s'est en effet développée dans les années soixante sous l'impulsion de chercheurs parmi lesquels Maurice Chaumont à l'UCL. Aux yeux d'universitaires comme Chaumont et Touraine et d'autres à leur suite (Bernard Francq, François Dubet, Michel Wieviorka, Marcin Frybes, Danilo Martuccelli) la sociologie a pour tâche d'appréhender les significations des conduites collectives. Ces significations ne se laissent jamais enfermer dans des modèles théoriques simples ou des simplifications idéologiques ; elles sont toujours multiples et complexes. C'était le cas des grèves comme celle de 1960-1961 en Belgique, les événements de mai 1968 en France, ou la création et l'affirmation du syndicat Solidarnosc en Pologne. Ces significations sont liées à la pluralité des situations et des expériences.

Ce mode d'étude se distancie clairement des perspectives structuro-fonctionnalistes de la sociologie américaine de Talcott Parsons (chez lequel Touraine a par ailleurs étudié) ou du structuro-marxisme de Louis Althusser qui a marqué les années 1970 en France. L'étude des nouveaux mouvements sociaux (féministe, écologiste, régionaliste) amène en effet à montrer à la fois la rupture avec la dynamique qui a caractérisé la période industrielle (mouvement syndical, associations d'éducation populaire), sans toutefois amener des remaniements intégraux : on ne peut en effet les considérer comme les acteurs du remodellement profond qui caractérise toute société nouvelle, comme cela s'est notamment produit avec le passage de la société rurale traditionnelle à la société urbaine industrielle au début du XIXe siècle.

Il est permis de s'interroger aujourd'hui sur la sortie de la période dite industrielle, en particulier dans le cadre d'un monde de plus en plus globalisé avec l'irruption des pays émergents et dans le contexte d'un capitalisme de plus en plus déconnecté de l'économie réelle ou productive. Or à ce niveau Touraine se montre nettement nuancé dans ses deux derniers ouvrages : le constat du partage entre l'affirmation d'un néolibéralisme sans freins et celui de l'autoritarisme militaro-politique dans différents continents amènent à considérer la capacité d'affirmation

des humains comme sujets et à reconsidérer les trois temps de création de mouvements sociaux (identité, opposition, totalité).

Dans le schéma d'hypothèse explicative propre à la perspective actionnaliste, des collectifs se constituent d'abord pour défendre certains intérêts et une vision commune du monde (défense d'une communauté de langue, de pays, de culture comme dans les tendances régionalistes). En deuxième lieu des acteurs identifient les groupes et objectifs à combattre (les syndicats se sont constitués pour défendre des intérêts communs contre les élites possédantes). Enfin la constitution comme acteurs sociaux suppose une capacité d'agir en commun et de construire des conditions positives de vie sans s'enfermer dans une pure logique d'opposition et de destruction de ce qui précédait. On ne peut parler de mouvements sociaux en dehors de cette troisième ligne d'action (une grève, une manifestation est un événement mais n'est pas un mouvement au sens précis du terme selon Touraine et les autres acteurs évoqués)<sup>20</sup>.

Or, il ya chez les humains une capacité de s'affirmer comme sujets au nom de droits qui englobent à la fois la singularité et la capacité d'universel : la référence aux droits humains apparaît en tant que garantie universalisable d'un vivre ensemble non limité à des particularismes nationaux ou idéologiques. C'est en ce sens que Touraine dédie ce dernier livre aux femmes du Kurdistan du Sud : celles-ci luttent pour leur droit en tant que femmes et pour le droit d'exister comme peuple, sans être écrasées par les pouvoirs totalitaires à l'œuvre dans cette région.

### **Au centre de la réflexion : l'affirmation du sujet**

L'affirmation du sujet ne signifie pas du tout l'enfermement dans un monde d'individus et une sorte d'acquiescement au repli sur la sphère privée. Parler de subjectivation désigne « *la référence d'un individu ou d'un groupe, dans leurs conduites, aux droits fondamentaux des sujets humains, qui sont universels mais qui ne sont pas activés par tous et encore moins constamment* »<sup>21</sup>. En d'autres termes le processus correspond à l'identification des ressources que des humains sont capables de mobiliser pour s'affirmer et défendre des éléments fondamentaux qui ne consistent pas simplement dans la défense d'un pré carré contre l'ennemi extérieur. Ce mouvement de subjectivation peut être observé dans différents pays et différentes Régions du monde<sup>22</sup>.

---

<sup>20</sup> On parle du triple mouvement identité-opposition-totalité.

<sup>21</sup> Voir p. 238

<sup>22</sup> Une fois de plus je me réfère au film Demain, déjà présenté dans cette revue, ou au film de Pauline Beugnies sur les aspirations sociales en Egypte.

Cette observation amène Touraine à affirmer que « *penser global est beaucoup plus que penser mondial. C'est penser et agir partout pour la liberté contre toutes les dominations*<sup>23</sup>. »

Il situe dans cet horizon en particulier les luttes menées par des femmes et s'inquiète du recul des mouvements féminins et du surgissement des mouvements néo-traditionalistes qui constituent un retour à différentes formes d'oppression. Cet affranchissement exige de sortir de l'illusion occidentale de posséder le progrès et la vérité ; il nécessite en même temps pour les citoyens des anciens pays opprimés d'éviter les condamnations arbitraires des éléments les plus globaux, les plus universels de l'action et de la pensée occidentale.

Dans cette affirmation de la dignité humaine, les figures morales invoquées représentent bien l'importance du sujet, qu'il s'agisse, selon Touraine, de la référence au Christ ou à, l'étudiant de la place Tien An Men. La référence à des grandes figures individuelles qui sont aussi bien des saints chrétiens que des moines bouddhistes met en évidence l'importance du jugement moral comme premier degré de la responsabilité humaine : nous ne sommes pas extérieurs à la cause, nous sommes concernés, quel que soit le lieu du monde où nous vivons.

Il ne s'agit pas simplement de pousser les hauts cris ou de pleurer à mi-voix. Ceux qui se sont moqués de Stéphane Hessel et de l'invitation à s'indigner se sont trompés de cible : ses invitations ont eu plus d'effet que les discours en faveur du pragmatisme, ou la déploration de voir les jeunes plus préoccupés des problèmes collectifs que de leurs problèmes personnels. Il est urgent selon Touraine de créer des foyers d'initiatives et de permettre d'agir à celles et ceux qui ont d'autres priorités que l'argent et leur carrière. Par ailleurs il convient d'articuler action humanitaire, recherche intellectuelle et engagement politique comme le pratiquent des associations comme Amnesty International ou Médecins sans frontières (je reprends ici les exemples cités par Touraine). On ne peut isoler la réaction morale de l'action politique et inversement si l'on prétend changer des situations considérées comme violentes et injustes.

### **Le lien entre singulier et universel : pour une politique des droits fondamentaux**

Dans la quatrième partie Touraine explore le lien entre éthique et politique. Il a pris acte de la fragilité actuelle des différents acteurs sociaux. Il énonce une perspective analytique qui me paraît originale et féconde : dans la

---

<sup>23</sup> V. p. 92

posture du sociologue il fait remarquer que le terrorisme islamiste peut être caractérisé comme un brouillage des frontières entre problèmes nationaux et internationaux (des recruteurs amènent de France et d'autres pays d'Europe occidentale des volontaires pour se battre en Irak, en Syrie...ou dans leur propre pays d'origine). L'islamisme apparaît alors comme un mouvement combiné de subjectivation et de désobjectivation : il y a bien un mouvement d'en bas qui prétend recréer une alliance entre des humains ; mais cette union ne s'opère pas sur une volonté de vivre ensemble. Elle s'opère sur la destruction d'autres et de soi-même si nécessaire, ce qui est à l'opposé d'un mouvement social caractérisé par la reconnaissance d'enjeux communs et les conflits sur la manière d'y parvenir. En termes positifs il est possible d'évoquer les convergences et les divergences entre groupements féministes, écologistes et altermondialistes....

L'auteur exprime sa méfiance vis-à-vis d'une confusion de l'universel avec une identité (qu'elle soit occidentale ou autre). C'est d'en bas qu'il faut étudier la renaissance des idéaux démocratiques (d'où sa dédicace aux femmes du Kurdistan du Sud). Selon lui, c'est à l'action libre des acteurs sociaux qu'il est possible et important de faire confiance, plutôt qu'à l'action des partis et des groupes institués. Cette adhésion passe également par l'attitude lucide face aux divisions entre zones métropolitaines et périphériques au sein de différents pays à travers les continents. La démocratisation passera par l'augmentation de la capacité du plus grand nombre d'individus d'exister comme acteurs de leur propre histoire personnelle et collective (à travers les médiations nécessaires en termes d'organisations et d'institutions politiques notamment).

Pour réaliser cette politique novatrice, il est nécessaire d'adopter une unité de mouvements à travers trois éléments : des enjeux culturels communs (avec une correspondance aux orientations universalistes), un pouvoir exercé sur la subjectivité et l'emploi des ressources (utilisation des technologies au service de fins éthiques et du partage de la connaissance) ; enfin l'affirmation de mouvements collectifs éthiques (axés sur la capacité des sujets humains) et démocratiques (lutte contre les différents pouvoirs totalitaires).

### **Pour conclure : quelques questions sur la subjectivation**

La personne qui lira l'ouvrage aura l'impression de répétitions : nous sommes placés devant une sorte de testament qui récapitule les différentes publications et ancre en même temps un engagement pour la dignité

humaine, concept qui, selon Touraine, relaie aujourd'hui les appels à la fraternité et à la solidarité.

Que signifie se référer à l'être humain et à la dignité humaine aux plans éthique et politique pour agir et permettre l'affranchissement des différentes formes de domination? Telle est la question centrale posée au fil du livre. La conviction de l'auteur est que l'humain doit s'affirmer aujourd'hui sans se poser à partir de la référence au sacré, à la patrie ou à une cause externe : l'affirmation comme sujet implique de renoncer à différentes formes de dépendances, certains diront d'hétéronomie. Cette affirmation est intéressante à approfondir mais me paraît receler certaines limites ou questions à approfondir, dans la mesure où il n'est pas toujours aisé de déceler ce qui relève de l'analyse sociologique ou de la posture philosophique. J'en citerai deux : la question de l'incarnation dans un territoire et le rapport à une transcendance.

Touraine reconnaît l'inscription dans une histoire particulière et en même temps le caractère universel de la défense de droits humains fondamentaux : ceux-ci ne sont pas simplement la répétition de principes purement formels mais s'inscrivent dans une aspiration globale que le sociologue et philosophe Axel Honneth appelle le « combat pour la reconnaissance »<sup>24</sup> .). Comment s'établit dès lors l'articulation entre l'inscription locale et l'aspiration universelle, dans un modèle qui n'est plus européo-centrique ? Touraine ne livre pas de précisions à ce propos. Or la question me paraît capitale dans un contexte global où ressurgissent des nationalismes que certains croyaient dépassés (y compris le rêve de la Grande Russie unifiée sous le signe de la religion orthodoxe ou le « *Let us make America great again!* » contre les barbares étrangers...). Il est vrai que l'auteur affirme lui-même sortir de l'analyse interprétative pour suggérer des modèles d'action. Peut-il toutefois exister une dynamique globale sans connexions, sans interactions, sans réseaux qui permettent de transformer des utopies en projets précis et non limités à la coexistence de cités en autarcie ?

Une autre question est lancée par l'affirmation selon laquelle adhérer à une transcendance, équivaut à entrer dans une logique de soumission : cette reconnaissance nierait l'autonomie humaine<sup>25</sup>. Sans entrer dans un propos apologétique, il me paraît important d'approfondir cette question. D'une part, le processus d'individuation du croire amène à poser en termes neufs la question de la référence convictionnelle. Celle-ci n'est d'ailleurs pas

---

<sup>24</sup> Ici j'établis personnellement cette comparaison qui me paraît adaptée au contexte tout en reconnaissant les limites des propositions de Honneth. A ce propos, on lira en particulier le dossier Analyses du Mouvement Couples et Familles 2016, « *La reconnaissance peut-elle faire cesser la violence ?* »

<sup>25</sup> V. p.159

propre aux religions habituellement désignées et invite à l'approfondissement du processus de subjectivation, selon une dimension qui ne réduit pas l'humain à un pur acteur stratégique<sup>26</sup>. D'autre part quand nous parlons de transcendance dans l'activité humaine, nous pouvons évoquer dans la vie quotidienne la capacité de s'élever, de se surpasser, mais également de s'abaisser, évoquée notamment par le philosophe français Emmanuel Levinas<sup>27</sup>. Comme humains nous sommes amenés à nous dépasser, mais nous connaissons, pour reprendre des expressions du langage ordinaire, « des jours avec » et « des jours sans », des attitudes d'élévation et de dépression. La posture d'évocation et d'invocation d'une transcendance peut-elle être réduite aussi rapidement à une attitude d'aliénation par rapport à celle d'un sujet humain qui serait, en soi, chargé de droits fondamentaux, donc universels? Cette réflexion paraît contradictoire avec l'autre propos dans lequel Touraine critique une laïcité sclérosée<sup>28</sup>.

Par ailleurs, la dynamique portée par HLM, les Communautés en marche ou PAVES, mais aussi Entraide et Fraternité ou Justice et Paix avec d'autres, me paraît relayer avec force l'appel à creuser à nouveaux frais la relation entre autonomie, dignité et solidarité. Cette dynamique ne peut être réduite à la réflexion sur l'horizon européen ; elle reste à porter dans une capacité de dialogue et d'interpellation entre citoyens des différentes Régions du Monde. Ce n'est pas le moindre mérite de Touraine de nous inviter à vivre ce mouvement et de nous rappeler que la démocratie reste une tâche, et non une rente de situation.

---

<sup>26</sup> Malgré les exemples actuels de liens affirmés entre une affiliation religieuse et une appartenance nationale, la référence à des valeurs transcendantes ou à un Autre Transcendant n'est pas un processus mécanique.

<sup>27</sup> Levinas évoque un double mouvement de transascendance ou de transcendance, c'est-à-dire de surgissement ou d'abaissement chez l'humain. Nous retrouvons cette même expression autour du Centre Sèvres à Paris chez des auteurs comme Jean Greisch, ou comme Simon Decloux qui a guidé nos premières années à Namur. Cette réflexion sur la transcendance devrait par ailleurs faire l'objet d'une publication spécifique pour éviter tout simplisme.

<sup>28</sup> Voir p.157. Touraine critique fortement l'affirmation d'une raison qui permettrait d'éliminer le recours au religieux et substituer les réponses scientifiques totales aux systèmes de croyances.

# ENGAGEMENTS CITOYENS ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Jos. PIRSON<sup>29</sup>

## 1. Rendre compte d'engagements citoyens

### Quels sont nos centres d'intérêt, nos terrains de vie quotidienne ?

Nous sommes d'abord reliés par **des actes concrets, des engagements à la base**. Nous sommes d'abord des humains, enracinés dans une histoire, ancrés dans un territoire, même si nous pouvons vivre différentes identités comme le rappelait l'évêque catalan du Brésil engagé dans la théologie de la libération, Pere Maria Casaldaliga (« *Ancora avui jo respiro en catala* », « Aujourd'hui encore je respire en catalan ») pour marquer à la fois ses origines et ses engagements, contre l'idée de repli qu'agitent certains beaux esprits, dès que des femmes et des hommes s'affirment wallons. Nous sommes en 2016, 50 ans après la grève des ouvrières de la FN Herstal : ce combat reste exemplaire dans l'affirmation d'un mouvement féministe, wallon (voir à ce propos la publication de Marie-Thérèse Coenen), mais en même temps universaliste et non replié sur la « cause des femmes » comme certains continuent à le prétendre : que ce soit à travers l'émancipation dans le Balai Libéré ou dans la reprise des gaufrieres Champagne, des femmes de Wallonie ont indiqué des pistes qui signifient le refus de la fatalité et le sens d'un engagement qui déborde les frontières.

Rappelons ici que des membres d'Eglise Wallonie sont engagés avec d'autres dans des actions citoyennes, qu'elles concernent l'accueil de réfugiés, les contacts avec des migrants et la promotion du dialogue interconvictionnel, le rapport entre les luttes contre les inégalités ici et dans les Pays du Sud, la promotion d'un cadre de vie, d'un logement et de l'aménagement du territoire, dans une perspective d'inclusion sociale.

En Wallonie, comme ailleurs, il y a **différents actes** qui sont posés quotidiennement, qui engagent des personnes et des groupes de différentes convictions. Comme cela a été rappelé lors de différentes Assemblées

---

<sup>29</sup> Exposé à l'Assemblée générale d'Eglise-Wallonie, Namur, 10 décembre 2016.

d'Eglise Wallonie (en particulier par Maurice Cheza, Jean-Pierre Lemaître et Jacques Briard), nous sommes d'abord des humains, femmes et hommes, citoyens invités à vivre notre enracinement commun sur un territoire : la Wallonie.

Qu'y a-t-il dès lors de **commun** entre la promotion d'un élevage et d'une agriculture respectueuse de l'environnement, la recherche d'un type de production et de mobilité durable, la préoccupation d'un logement de qualité accessible à une majorité, les projets de réduction du temps de travail (sur la base de l'apport des nouveaux instruments technologiques et de la nécessité d'humaniser l'organisation du travail), une politique de santé cohérente et non réservée à une élite, la promotion du patrimoine, l'établissement de réels liens de partenariat avec différentes Régions du monde? Cette question fondamentale nous renvoie à la nécessaire articulation entre différents domaines de l'expérience vécue.

## 2. Engagements citoyens et mouvements sociaux

### Quels sont nos contacts privilégiés, nos réseaux d'action?

Les actions collectives invitent à une relecture qui dépasse la perspective de juxtaposition et de projets séparés. Le sociologue Alain TOURAINE (*Nous sujets humains*, 2015) invite à relire la perspective dans laquelle se construisent : dimension d'**identité**, dimension d'**opposition** à des pouvoirs qui écrasent, enfin dimension de **construction de l'action collective** en réseau, que les initiatives concernent le rapport à l'environnement, la cohésion sociale, le rapport égalitaire femmes-hommes de manière plus large. Touraine parle de subjectivation, ce qui ne veut pas dire repli individualiste mais la référence prioritaire à l'engagement des personnes dans des liens de citoyenneté : nous sommes liés à d'autres à travers différentes inscriptions spatiales. L'enjeu, difficile et passionnant à la fois, est de nous reconnaître, comme l'énonçait Touraine il y a plus de 10 ans, « libres, égaux et différents » (il parlait à ce propos de la « *quadrature du siècle* » dans son ouvrage célèbre « *Pourrons-nous vivre ensemble ? Libres, Egaux et Différents* »).

Nous pouvons bien entendu évoquer ici les réseaux mis en évidence par le film *Demain*, notamment les groupements organisés par rapport à l'alimentation, la relocalisation de l'économie, la protection de l'environnement et le développement durable, l'éducation à l'ouverture et la solidarité que ce soit en milieu rural, urbain ou périurbain.

C'est bien en ce sens que DARDOT et LAVAL, à la suite de l'économiste américaine Elinor OSTROM, parlent de Communs (*Commun. Essai sur la Révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte 2014) : il ne s'agit pas de référence métaphysique au bien suprême de la Cité, il s'agit de la mise en évidence de la manière dont une société se construit à travers des pratiques communes de gestion des ressources et de la production, qu'il s'agisse non seulement du rapport à l'eau, à l'alimentation, mais également à l'éducation ou aux activités créatives comme l'ont clairement analysé Charlotte Hess et Elinor Ostrom. (Je pense notamment ici au remarquable ouvrage de Ch.HESS et E.OSTROM, *Understanding Knowledge as a Commons*, MIT, 2007).

Je me dois également de signaler le dossier Vivre Ensemble de septembre 2016 : « *Notre avenir en commun* ». Rédigé de manière claire et rigoureuse par Isabelle Franck, il met en évidence les enjeux de la citoyenneté dans nos régions et les défis à assumer pour que vive la démocratie : celle-ci n'est pas une rente de situation ; elle reste l'enjeu de combats à mener.

A ce titre, la Déclaration de Namur que Paul Magnette a produite et signée avec des universitaires de différents pays nous rappelle avec force que l'économie est un construit social et non une sorte de divinité intangible : l'action politique garde un rôle fondamental dans l'évolution sociétale.

Cette action concertée rejoint les questions ouvertes par un sociologue de Harvard, Robert PUTNAM, ( je me réfère en particulier à *Bowling Alone; The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000 et à un de ses derniers ouvrages, *Our Kids : The American dream in crisis*, New York, Simon and Schuster, 2015). Le "*bonding capital*" qui nous relie à des êtres proches, ne peut suffire à construire une société, il faut lui adjoindre le "*bridging capital*": comment pouvons-nous vivre reliés à d'autres plus lointains mais qui partagent la condition humaine et dans des circonstances souvent plus pénibles que celles que nous connaissons ?

Cette réflexion de Putnam rejoint les questions soulevées par Jean-Pierre Lemaître : celle des engagements à titre individuel sans s'affirmer comme inscrit dans un collectif, la question de l'individu considéré de manière détachée du collectif social ou considéré sous un angle purement économique ( un des pièges de la proposition d'allocation universelle au nom de l'autonomie des acteurs). Ces questions mériteraient un travail spécifique et la mise à plat de différentes questions et préoccupations dans un débat interdisciplinaire qui relie différentes dimensions (économique, sociale, culturelle, politique).

C'est précisément un des défis de la construction de mouvements sociaux et le ressort de l'action politique : la démocratie électorale a besoin d'être renforcée par la démocratie participative. On peut évoquer à ce propos la

série *Déclat citoyen* dans le quotidien *l'Avenir* du samedi, ou les *Chemins d'économie humaine*, ouvrage produit par le Réseau International pour une économie humaine.

L'enjeu de la construction du sujet dans la vie sociale a été soulevé de manière forte encore dernièrement par Bernard VAN ASBROUCK, Conseiller Général du Forem et enseignant-chercheur à l'ULB (« *Emergence du sujet. Processus et enjeux symboliques dans les organisations humaines* », Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, septembre 2016, 538 pp.). Il dénonce les politiques d'activation comme une dénonciation des droits réels et une promulgation de contraintes qui n'aident pas les personnes précarisées à sortir de leurs difficultés : « *Dans une sorte de pastorale laïque, le chômage est présenté comme une faute pour laquelle il faut se présenter comme pécheur et attendre l'absolution possible d'un confesseur laïque qui octroiera la forme de pénitence à accomplir* ».

### **3. Relire et redire le sens des engagements : politique et éthique**

#### **Quels sont les lieux où se construit du sens, où la démocratie prend corps et cœur ?**

Participer ne signifie pas simplement agir, cela implique de réfléchir à ce que l'on fait pour en dire le sens et en penser la cohérence : c'est toute la dynamique du « Voir-Juger-Agir » mise en œuvre à travers des organismes d'éducation permanente comme le CEFOC et pratiquée dans différentes Régions du monde. Pour Florence SSEREO ancienne responsable de la JEC Internationale et cheffe de projets à l'UNESCO, il est essentiel que des femmes et des hommes puissent exprimer leurs questions, leurs critiques, confronter leurs points de vue, leurs analyses et leurs convictions, construire des projets argumentés

Pour évoquer les manières de redire le sens des engagements je citerai ici un autre ancien responsable de la JEC, le politologue camerounais Achille MBEMBE (enseignant à Johannesburg et à Duke University):

« *L'invention d'un imaginaire alternatif de la vie, du pouvoir et de la cité exige la remise à jour des solidarités transversales, celles qui dépassent les affiliations claniques et ethniques ; la mobilisation de ces gisements religieux que sont les spiritualités de la délivrance ; la consolidation et la transnationalisation des institutions de la société civile ; un renouveau du militantisme juridique ; le développement d'une capacité d'essaimage*

*notamment en direction des diasporas ; une idée de la vie et des arts qui serait le fondement de la pensée démocratique »(p.243)*

(Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2013).

Dire le sens requiert la mobilisation de différentes ressources et l'approfondissement de ce qui relie les humains à travers et au-delà d'un territoire. La vie sur un territoire exige en tout cas de pouvoir se définir, se reconnaître comme reliés et comme capables d'agir, même si cette capacité connaît des limites. Cette capacité d'énoncer le sens passe par différentes instances comme l'énonce Achille MBEMBE: la mise à jour de la reconnaissance commune en tant qu'humains, la réflexion théologique dans la ligne des théologies de la libération, le débat entre membres de la société civile (sans réduire l'expression des convictions dans la sphère domestique), de différentes convictions, en refusant l'emprise unique d'un système de pensée, qu'il s'agisse de théocratie ou de matérialisme consumériste (dans le cadre d'une éthique autonome et universaliste). Je pourrais ici évoquer le film *Demain* et l'expression de différentes quêtes dans différentes Régions du globe.

Cette quête s'exprime dans la participation à des collectifs pour renouveler la démocratie, la mise en commun d'expressions artistiques comme j'ai eu l'occasion de le découvrir lors de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté (travaux communs d'étudiants de l'Institut Cardijn, de membres de LST, de jeunes de familles précarisées dans le cadre des Ateliers du Centre Culturel aux Abattoirs de Namur).

Dans ce cadre de l'articulation entre éthique et politique, je pense en particulier au groupement français *Esprit Civique*, né en France, après l'affaire Cahuzac, notamment à l'initiative de Jacques Delors et Jean Baptiste De Foucauld (ancien Commissaire au Plan) pour revivifier le débat démocratique. Il est présidé par Dominique Potter, député socialiste de Meurthe et Moselle (ancien maire de sa commune rurale et fondateur d'une coopérative agricole, Dominique Pottier est formé dans le mouvement associatif rural (MRJC°, il a lancé avec son épouse Anne et d'autres agriculteurs, une coopérative bio ; il est maître en géographie et licencié en théologie catholique. *Esprit Civique* rassemble des personnes de différentes convictions philosophiques et de différentes professions, mais animées par un souci commun de reconstruire le lien social et de faire revivre les références de libertés (le pluriel est utilisé ici de manière volontaire), égalité, fraternité dans le cadre sociétal.

#### 4. Militance, spiritualité et vie communautaire

##### Quels sont les lieux qui nous font vivre, quels sont les lieux qui nous ressource et nous amènent à faire vivre ?

Lors de l'échange avec Frédéric LENOIR à la fin de sa conférence sur « *La spiritualité va-t-elle sauver le monde ?* », Jacques BRIARD a posé clairement la question de la qualification proposée par le suisse Michel Maxime EGGER quand il parle de l'identité de « *Méditant Militant* » (reprise à Thierry VERHELST).

Frédéric LENOIR avait longuement parlé de la distinction entre spiritualité et fanatisme religieux. Il avait nettement moins parlé du matérialisme consumériste, même s'il le dénonçait également comme un danger incrusté dans nos sociétés contemporaines. Or, il paraît essentiel non seulement de réfléchir au sens mais également à la relation entre engagement et vie spirituelle (dans le cadre chrétien, le frère Roger de Taizé parlait de « *Lutte et Contemplation* »).

La vie spirituelle ne se réduit pas à la piété ou à des dévotions comme certains voudraient le faire aujourd'hui, en particulier dans le monde catholique. Elle passe d'abord par la vie quotidienne et le refus d'une logique de la maîtrise ou d'un prétendu ordre naturel des choses: il s'agit de la possibilité d'habiter nos forces et fragilités et de retrouver un souffle, un esprit qui anime l'action sociale. Je pense notamment aux réflexions émises par la théologienne Véronique MARGRON. José Fontaine a précisé en ce sens que, paradoxalement, les propositions « *Tout pouvoir vient de Dieu* » et « *Ni Dieu ni maître* » pouvaient être reconnues comme équivalentes ». Nous pouvons en effet retrouver ici des propos similaires à ce qu'écrivait la philosophe et théologienne féministe et écologiste allemande Dorothee SÖLLE (« *Atheistisch an Gott glauben* » en 1979, propos repris dans un passionnant opuscule en néerlandais, « *Niet alleen ja en amen* »).

Le père François Van Zeebroeck, à l'Abbaye de Maredsous dernièrement, énonçait les réflexions suivantes : *lorsque Jésus dit « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » il énonce que « César n'est pas Dieu et que Dieu n'est pas un César ».*

En Wallonie comme ailleurs, il y a une connivence possible, et plus forte que nous le pensons, entre l'enracinement évangélique et l'athéisme: tous deux invitent à débusquer les usages de la religion, d'une certaine représentation de la transcendance et à résister aux différentes tentations du pouvoir qu'il soit religieux ou civil.

Dans le contexte d'Eglise Wallonie, je voudrais également énoncer quelques pistes vers un renouveau communautaire: nous avons pu observer l'engagement de femmes et d'hommes dans l'animation locale, , que ce soit dans l'accueil des réfugiés, l'action solidaire, le contact interconvictionnel et, au plan interne, la catéchèse, le partage de la parole biblique, la musique liturgique, en lien avec des paroisses, des communautés religieuses. Tout comme la démocratie, la vie communautaire chrétienne n'est pas une rente de situation : elle repose sur la logique d'un pouvoir brisé, partagé, sur la capacité d'échange et de mise en perspective de l'Évangile, dans l'écoute d'autres femmes ou hommes de différentes convictions.

**ENGAGEMENTS  
PLURIELS ?**

**CITOYENS ?**

**ENGAGEMENTS**

**Jos. PIRSON<sup>30</sup>**

Dans la précédente livraison j'ai tenté de mettre en évidence les principaux éléments d'un récent ouvrage du sociologue français Alain Touraine<sup>31</sup>. Plusieurs questions m'ont été posées au sujet d'éléments plus précis à livrer, en particulier sur les modalités concrètes d'identification des mouvements sociaux. D'autres questions m'ont été posées sur la place des communautés de base dans les mutations sociétales actuelles. Je propose simplement ici certaines précisions destinées à ouvrir un plus large débat.

## **1. Pour en revenir aux mouvements sociaux ?**

La distinction opérée par Touraine entre une dynamique globale et des événements sociaux (les manifestations dans le secteur non marchand, les actions menées par différents acteurs dans le domaine des soins de santé, de la défense ou des transports...) est tout à fait pertinente dans la mesure où la sociologie essaie de déchiffrer la signification des conduites collectives : on ne peut assimiler purement et simplement des expressions de mécontentement à un mouvement social dans toute son ampleur ; des événements précis peuvent toutefois être analysés dans un cadre plus vaste qui permet de déchiffrer les caractéristiques de l'action collective organisée.

En Wallonie, la grève de 1966 des ouvrières de la FN (nous venons de célébrer le cinquantième anniversaire de cette lutte menée avec énergie pendant plusieurs mois) apparaît aujourd'hui encore comme une action qui dépasse l'évènement ponctuel : elle est reconnue comme un élément exemplaire du mouvement féministe. En effet, à travers les revendications salariales, le combat portait sur des revendications d'égalité culturelle et

<sup>30</sup> Paru dans Bulletin PAVES, n° 49, décembre 2016.

<sup>31</sup> V. Alain TOURAINE, *Nous sujets humains*

sociale qui ont largement débordé les frontières<sup>32</sup>. Il s'enracinait dans une dynamique plus vaste qui englobait des actions similaires dans différentes régions du monde. Aujourd'hui encore il met clairement en évidence que la démocratie demeure en construction et qu'elle ne peut se réduire à une rente de situation des luttes du passé!

De la même manière il est possible de préciser ici les caractéristiques qui ont permis à Touraine de qualifier comme mouvement social l'action organisée des femmes du Kurdistan du Sud<sup>33</sup> ? Il y a à la fois une dimension conjoncturelle et une dimension globale qui dépasse l'évènement ponctuel: depuis plus de 30 ans un grand nombre de femmes se sont regroupées au nom de leur qualité de sujets humains. La dynamique sociale qu'elles ont contribué à créer atteste à la fois leur préoccupation de s'affirmer en tant que femmes face à un pouvoir patriarcal, et en tant que citoyennes dans une société sans Etat, à travers une situation de guerre qui ne facilite pas la vie pleinement démocratique. Leur mouvement s'appuie sur des solidarités internationales, il est relayé par des témoignages qui attestent de la vitalité de cette action collective<sup>34</sup>. La définition de « mouvement social » peut en effet être associée à la combinaison de différentes dimensions qui se combinent dans le temps : on peut parler à la fois d'émancipation sociale, culturelle, économique et politique.

Quels sont les mouvements actuels susceptibles de transformer les sociétés ? Plusieurs mutations peuvent se confronter, s'interpénétrer : celles que nous connaissons actuellement ne peuvent être réduites aux simples effets de changements technologiques ou d'un phénomène que nous pourrions trop simplement caractériser comme globalisation. De fait nous vivons des rythmes très différents : le rythme des changements technologiques n'est pas celui des apprentissages et du temps nécessaire à l'éducation. L'abandon de points de repère traditionnels ne signifie toutefois pas le passage à l'anomie qu'annonçaient les travaux de Durkheim ou de Michels: il est possible en effet de parler de la combinaison de multiples courants qui traversent nos sociétés et peuvent prendre les formes de l'adaptation, de la résistance ou du refus. Le film *Demain*, à travers les différentes thématiques traitées, montrait bien ces essais de reconstruction d'un tissu relationnel large dans différents lieux de sociétés dans un double courant de décomposition et recomposition.

---

<sup>32</sup> Marie-Thérèse COENEN, *La grève des femmes de la F.N. en 1966. Une première en Europe*, Bruxelles, POLHIS, 1991.

3. Voir chez TOURAINE l'ouvrage déjà cité.

<sup>34</sup> Les témoignages ne concernent pas simplement le Sud Kurdistan. La citoyenne belgo-turque Ebru ÖZTURK a épousé un avocat kurde ; elle travaille au service de la mairie de Deyirbakir, au Sud Est de la Turquie. Elle atteste avec d'autres de la signification démocratique exemplaire du combat mené par ces collectifs de femmes.

La question posée n'est dès lors pas de savoir comment l'on va créer un mouvement social mais de quelle manière s'articulent les combats pour l'humain, dans une autre relation à l'environnement et dans la reconnaissance d'enjeux qui dépassent la survie clanique ou tribale. C'est à partir d'actes posés et des réseaux jetés entre collectifs humains que se construit la société civile. Cela ne signifie pas la fin du politique mais bien la réinscription de celui-ci dans l'histoire humaine : la démocratie participative et la démocratie électorale ont besoin l'une de l'autre, l'une pour garantir des effets dans la durée, l'autre pour se vivifier et ne pas se réduire au pilotage, à la gouvernance sans projet global.

## 2. Du local au global ?

Dans le cadre d'une réflexion sur l'engagement citoyen, il est utile de s'interroger sur la relation entre les actions menées au plan local et leur portée plus large. Il ne s'agit pas simplement de formuler, telle une rengaine, la maxime « penser localement, agir globalement ». De manière plus fondamentale, l'engagement existe à travers différentes dimensions des sociétés en train de naître aujourd'hui, comme le rappelle notamment le politologue d'origine camerounaise Achille MBEMBE :

*« L'invention d'un imaginaire alternatif de la vie, du pouvoir et de la cité exige la remise à jour des solidarités transversales, celles qui dépassent les affiliations claniques et ethniques ; la mobilisation de ces gisements religieux que sont les spiritualités de la délivrance ; la consolidation et la transnationalisation des institutions de la société civile ; un renouveau du militantisme juridique ; le développement d'une capacité d'essaimage notamment en direction des diasporas ; une idée de la vie et des arts qui serait le fondement de la pensée démocratique »<sup>35</sup>.*

En d'autres termes la construction d'une société passe à travers différentes composantes culturelles et sociales : la mobilisation de savoirs et de pratiques, le développement d'énergies créatrices qui passent aussi bien par de nouveaux modes coopératifs, la convivialité d'espaces publics autonomes, la récréation de Communs aussi bien dans le domaine éducatif que dans le domaine de la mobilité en zone rurale ou périurbaine, de l'accès à l'eau et à des sources d'énergie durable.

L'intérêt des réflexions développées par Achille MBEMBE me paraît de convoquer les Européens aussi bien que les Africains à poursuivre un

---

<sup>35</sup> Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2013. Le texte est extrait de l'épilogue de cet ouvrage, p.243. L'auteur a été responsable de la JEC Internationale après avoir été responsable du même mouvement au Cameroun. Il est actuellement enseignant à Johannesburg et à Duke University (Etats Unis).

travail d'autodécolonisation : changer de cadre, développer un nouvel imaginaire pour permettre de construire un autre mode de relations. Il ne s'agit ni de tourner brusquement la page, ni de s'enfermer dans une posture victimaire, comme le rappelle par ailleurs une autre responsable africaine, Florence SSEREO : la pacification et l'invention de nouvelles pratiques sociales inclut effectivement différentes dimensions, en particulier des relations égalitaires femmes-hommes, le développement maximal d'une éducation démocratique, ainsi qu'un renversement des pouvoirs qui contribuent au pillage des ressources à partir de systèmes de régulation internationale réellement indépendants des pouvoirs financiers<sup>36</sup>.

### 3. Des regards pluriels pour réenchanter le monde ?

Quelques questions m'ont été posées sur la signification de ces pratiques et des nouveaux relais des mouvements sociaux de la fin du vingtième siècle (écologiste, féministe, régionaliste...). Il n'y a pas de réponse à cette question sans nous interroger sur la capacité des collectifs à opérer un travail réflexif sur eux-mêmes au sein de différentes régions.

L'étude critique du contexte des actions, des projets en cours ou à développer, ainsi que des interactions entre les différents protagonistes ne dispense pas en effet de la réflexion éthique ni de l'approfondissement de ce qui permet à des individus et des collectifs de vivre et d'espérer. Il ne s'agit pas d'apporter une sorte de vérité absolue sur ce qui est vécu par des personnes et des groupes, mais de permettre d'évaluer et d'évoluer dans un cadre d'espace-temps lui-même en constante mutation. Pas d'engagement social sans possibilité d'échange, de confrontation sur le sens des actions menées.

Le concept de sens reste lui-même ouvert à discussion. Il apparaît au XII<sup>e</sup> siècle à partir du germanique « *sinno* » et ouvre à plus de quatre acceptions si nous prenons en compte l'ambiguïté de la terminologie française par rapport à d'autres langues comme l'allemand. Le sens désigne à la fois une direction et l'appréhension sensorielle, là où l'allemand emploie *der Verstand*, terme qui renvoie à l'intellect et à la manière dont nous interprétons l'expérience dès l'enfance). Dire le sens peut signifier également l'importance, le poids, la valeur, concept que l'allemand exprime par « *die Wichtigkeit* ». Dans le langage ordinaire, « *die Bedeutung* » nous

---

<sup>36</sup> Florence SSEREO est actuellement cheffe de projets à l'UNESCO. Après des études de sciences chimiques dans son pays d'origine, en Ouganda, elle a été responsable de la JEC Panafricaine puis de la JEC Internationale à Paris. Elle a présenté dans la même ville un doctorat en Sciences Sociales, Gestion des Conflits. Elle a travaillé les dernières années dans l'est de l'Afrique et est actuellement attachée à la direction de l'UNESCO et spécialiste de programme notamment dans les domaines éducatif et culturel.

renvoie à la compréhension possible entre humains au sein d'une culture partagée : on sait sur quoi peuvent porter l'accord ou le désaccord dans le langage quotidien<sup>37</sup>. Quand nous parlons du sens, nous pouvons également chercher à exprimer l'orientation, le but (*das Ziel*) de l'action ou la direction, la tension vécue (*die Richtung*) personnellement ou en tant que collectif. Sans réduire ces distinctions à un débat conceptuel, la signification complexe du terme « sens » invite en effet à explorer plusieurs dimensions de l'action quotidienne : relèvent de cette recherche de sens des démarches précises.

Je citerai sans volonté d'exhaustivité la mise en discussion des enjeux et des moyens au sein d'une coopérative de producteurs et consommateurs, la mise en commun d'idées dans une assemblée de quartier pour développer un cadre de vie dans une perspective inclusive ; ou encore la réflexion sur les pratiques éducatives dans une école de village ou de quartier. Il n'y a pas de monopole du sens (faute de quoi on frôle la panne ou le trop plein de sens). Il y a une invitation urgente à risquer la mise en débat, fondamentale pour sortir des idées toutes faites, celles qui enferment dans une volonté d'imposer ses vues, ou dans l'aveu d'impuissance.

Or le nécessaire réenracinement des pratiques économiques dans des finalités sociales passe par la confrontation d'idées, la coopération conflictuelle qui peut aider à la mise à jour des systèmes de représentation et des possibilités de progrès. Qu'est-ce que devenir citoyen dans un contexte de mutations où certains discours restent prisonniers de la logique productiviste ou d'un mode d'organisation de la société industrielle lié à la course effrénée au profit.

Quel est dans ce contexte la place des communautés de conviction philosophiques qu'elles soient ou non liées à une religion ? C'est un défi qui ne peut une fois de plus être relevé en se réfugiant dans l'illusion de pureté des « vrais militants » ou dans l'esprit de la forteresse assiégée. Il est important d'explorer l'espace ouvert à des capacités de proposition, au sens de la troisième question de KANT : « *Que m'est-il permis d'espérer ?* ».

#### **4. Des méditants militants ?**

Depuis quelques années il est de bon ton de parler de spiritualité dès que l'on parle d'horizon de sens ou d'espérance. Cela nécessiterait sans doute

---

<sup>37</sup> A ce propos, je ne m'attache pas ici à la distinction opérée par FREGE entre *Sinn* et *Bedeutung*. Paul RICOEUR proposait dès 1971, lors d'un séminaire de fin de deuxième cycle consacré à l'herméneutique de GADAMER dans *Arbeit und Methode*, le couple « *denotation-connotation* », c'est-à-dire la distinction entre le sens littéral premier et les sens dérivés, parfois péjoratifs (par exemple « architecte » dans le langage populaire bruxellois ou « fonctionnaire » dans le vocabulaire courant...).

plus d'espace pour développer une réflexion sur les multiples courants qui s'expriment aujourd'hui à ce propos : je me limiterai à esquisser quelques traits<sup>38</sup>. Il est important de constater que plusieurs courants se développent dans une conception de l'humain qui l'ancre dans son environnement et ne le considère plus dans une conception souvent dominante par rapport à la nature. Le sociologue et théologien orthodoxe suisse Michel-Maxime EGGER a popularisé en ce sens l'expression de « *méditant militant* »<sup>39</sup>.

L'expression de spiritualité est souvent confondue avec l'affirmation d'une religion précise. Or elle apparaît davantage comme l'horizon de sens dans lequel se déploie l'activité humaine quand elle n'est pas réduite à la dimension producteur-consommateur que dénonçait déjà la première école de Francfort (avec les travaux d'ADORNO, de MARCUSE ou d'HORKHEIMER...). Quelle est la dimension symbolique véhiculée dans des pratiques de transformation sociétale non réductibles à des manifestations sectaires ? Le philosophe et sociologue Frédéric LENOIR insiste sur la dimension spirituelle comme opposée au fanatisme ou au matérialisme consumériste : dimension d'altérité qui ne doit pas trop vite être définie mais qui invite l'humain au constant souci de l'autre.

L'espace élargi par la modernité postindustrielle invite à travailler à nouveaux frais cette place du spirituel à travers une réelle quête partagée et non le simple ressassement de souverains poncifs. Dans le contexte chrétien, c'est ce que Maurice BELLET énonce quand il parle de la Quatrième Hypothèse et invite à vivre dans la sérénité d'une parole et d'une pensée libre : « *Personne ne sait où l'Evangile mènera encore... Ce que nous savons par contre, c'est que le lieu de la Parole n'est jamais un lieu tranquille ; c'est un lieu de crise où la vérité ne peut venir au monde que dans le déchirement* »<sup>40</sup>. Cette perspective n'a rien d'idyllique pour le philosophe et théologien qu'est BELLET : elle s'inscrit très concrètement dans des combats menés et à entreprendre pour la vérité, la justice et la paix, au risque d'une Parole qui sépare le vrai du faux, et l'amour de l'exclusion.

Qu'elles s'enracinent en milieu populaire ou au sein de la classe moyenne intellectuelle, qu'elles soient situées en Wallonie, à Bruxelles ou en Flandres, les communautés de base témoignent aujourd'hui encore de cette articulation entre engagement social, relecture de l'Évangile, essai de

---

<sup>38</sup> Voir notamment Jean-François BARBIER-BOUVET, *Les nouveaux aventuriers de la spiritualité*, Paris, Mediaspaul 2015.

<sup>39</sup> Michel Maxime EGGER est cadre dirigeant de l'ONG suisse Alliance Sud qui essaie de promouvoir d'autres relations entre le Nord et le Sud de la Planète. Il a notamment écrit « *La Terre comme soi-même. Repères pour une écospiritualité* ». Il anime le Réseau Trilogies (« *entre le cosmique, l'humain et le divin* »).

<sup>40</sup> V. notamment Maurice BELLET, *La Quatrième Hypothèse*, Paris, Desclée De Brouwer 2001. Par exemple cet extrait où il présente les réflexions suivantes : « *C'est croire en dépit de tout que l'amour aura le dernier mot, et qu'il est donc possible pour l'homme de vivre et d'aimer, de se réjouir d'être né et de partager ce bonheur avec les autres* ».

pratiques démocratiques dans la gestion des groupes et les modes de célébration. Nous pouvons y ajouter le dialogue avec d'autres formes de religion et de spiritualité, les engagements avec d'autres sur le terrain de la justice, de la paix et de la coopération internationale (RDC, Colombie, Palestine...).

Cet horizon reste intéressant à explorer par rapport aux défis que lancent de nouvelles générations : que signifie parler et agir vrai ? Que signifie articuler individu et collectif dans de nouvelles formes d'action qui mêlent créativité et résistance ? Que signifie vivre et parler d'espérance aujourd'hui ? Ces questions invitent à un débat qui dépasse le cercle des cénacles de beaux esprits. Elles s'enracinent dans les défis que nous affrontons et la capacité de nous relier à d'autres, alors que tant de mesures aujourd'hui visent à séparer, exclure ou fermer.

# **REENCHANTER LE MONDE ? RENOUER AVEC L'ENGAGEMENT CITOYEN**

**Jos. PIRSON<sup>41</sup>**

L'indignation soulevée ces dernières semaines par la révélation des cumuls et la rémunération faramineuse de certains mandats amènerait trop facilement à oublier le cœur du débat, celui du rapport entre politique et éthique. Une autre question est directement liée face aux réactions spontanées : quel est le lien entre l'action politique et l'engagement citoyen ? Au-delà du temps dévoué officiellement, et souvent au-delà des heures habituelles prévues, par des femmes et des hommes dans des mandats électifs au service de la collectivité, les questions restent posées de ce qui construit aujourd'hui le bien public, et des limites entre intérêt privé et intérêt commun. Il importe de rappeler ici que la démocratie n'est jamais un acquis définitif : elle reste un enjeu de vie et de luttes, un combat permanent à mener contre les inégalités et les diverses formes d'exclusion. Je propose de l'aborder ici par le biais du travail de proximité, avant de l'aborder dans une autre livraison en termes d'enjeux macrosociaux.

## **1. Aux armes, citoyens ? Aux larmes, citoyens ?**

La démocratie est un horizon dont l'ampleur ne se mesure pas à l'aune de la pure visibilité médiatique. Une question centrale est sans conteste celle de l'efficacité des mesures qui permettent effectivement à des femmes et des hommes de redresser la tête, de retrouver fierté et capacité d'action dans différents domaines de la vie quotidienne (en termes de revenu, de logement, d'accès à des soins de qualité, à l'éducation et à la formation...). Il apparaît en ce sens urgent de réhabiliter aujourd'hui l'action publique et l'engagement politique ; cette tâche est possible si nous refusons une séparation absolue entre la démocratie participative et la démocratie représentative, en d'autres termes entre des groupes de citoyens et les élus. Il est utile de faire observer que le terme de « peuple » recouvre de fait différentes acceptions : dans un certain art rhétorique, il est utilisé par des leaders afin de charrier les représentations et les frustrations de nombre d'individus et de groupes. Le recours au « bon peuple » opposé aux élites

<sup>41</sup> Paru dans Bulletin PAVES, n° 50, mars 2017, pp. 14-22.

voile la volonté d'éliminer les corps intermédiaires : associations, syndicats, coopératives. C'est l'option présente au sein de différentes formations de la droite extrême : « nous ou le chaos », « le peuple et moi »<sup>42</sup>!

Il est essentiel en même temps de réagir contre cet apparent ordre naturel des choses : il serait normal de percevoir des sommes énormes au nom de responsabilités exercées ou de participation supposée à des réunions de travail. Il en va de la santé du corps social dans son ensemble. Il ne s'agit pas de la proclamation de la corruption généralisée ; le devoir de vigilance (ex ante) et d'évaluation (ex post) est une des missions à prendre en charge dans une société qui se prétend démocratique.

Par rapport à l'accumulation du capital financier, nous sommes par ailleurs placés face au cynisme de personnes qui se comportent à l'égal de Trump. A l'annonce du nombre de personnes qui vivent actuellement sous le seuil de pauvreté aux USA, ce dernier se contente de rétorquer : « ils n'ont qu'à faire comme moi »... A la suite des écrits de Pierre Bourdieu nous ne pouvons plus aujourd'hui ignorer tout ce poids de la violence symbolique : celle-ci amène à considérer un état de fait comme une situation inéluctable. Dans cette optique l'inégalité est une réalité à admettre une fois pour toutes, sans prétention de changement (« des pauvres il y en aura toujours » ; « s'ils sont ainsi, c'est qu'ils sont paresseux »). Or l'actualité dans l'ensemble des régions du monde nous révèle que l'étalement de la richesse n'a d'égal que l'insolence du dénigrement pratiqué à l'égard de celles et ceux qui restent au bord du chemin.

Au-delà de l'indignation et de l'impératif de résistance, il y a des distinctions à opérer entre les médiations qui permettent de construire une société. Celle-ci ne se résume pas à un agrégat d'individus ; elle comporte différents niveaux d'implication et de relation entre les domaines économique, social et culturel. Aujourd'hui nous sommes invités à lutter pour réencadrer l'économie dans le social, pour envisager les différentes dimensions de l'éducation et de la culture, que nous vivions en Wallonie et à Bruxelles, comme en Flandres et Communauté germanophone, ou ailleurs en Europe et dans les autres continents.

Dans son introduction à l'ouvrage de Norbert Elias, « Humana conditio », l'historien allemand Falk Bretschneider, enseignant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales émet ces réflexions non anodines par les temps que nous vivons :

---

<sup>42</sup> Cette utilisation n'est pas l'apanage de l'extrême-droite fascisante. On trouve cette rhétorique dans différents groupes de la droite politique, de De Wever à Viktor Orban ou de Pepe Grillo à Trump : j'ose ce raccourci en notant qu'une analyse plus fine de la rhétorique de différents leaders met d'autres traits en évidence.

« *Le rêve d'une société mondiale régie par la tolérance et la soumission volontaire de tous les pays de la Terre aux mêmes règles établies ensemble et garanties par des institutions communes reste une utopie forte* »<sup>43</sup>.

Né en Allemagne de l'Est, l'auteur reconnaît toutefois que la confiance à des règles fixées en commun est un idéal fragile et constamment menacé : seul un travail de longue haleine peut garantir une capacité pour des humains d'agir ensemble et de dépasser le recours à la violence. Oui, la démocratie reste une tâche, quelle que soit la région du monde où nous vivons, et les gens du Nord n'ont à ce propos aucune leçon à donner aux gens du Sud : simplement garder des engagements de vigilance, de projets et d'opérations qui donnent la possibilité d'espérer et de garantir le vivre ensemble<sup>44</sup>.

L'opération n'est certes pas gagnée sur le long terme ; elle est en tout cas une étape indispensable par rapport au dépassement de la violence. En témoigne le discours de Richard Von Weizsäcker président de la RFA à l'époque ; celui-ci déclarait le même jour que Norbert Elias: « *Le 8 mai a été un jour de libération. Ce jour nous a tous libérés du système de la tyrannie national-socialiste édifiée sur le mépris de l'homme* »<sup>45</sup>. Ce discours n'est pas anodin : il exprime l'indispensable travail de mémoire pour permettre de construire un avenir. Celui-ci ne peut se construire sur un déni de réalité, sur l'illusion d'une grandeur perdue ou sur l'oubli des atrocités commises.

A une échelle plus réduite, la mise en place de procédures plus rigoureuses, de mesures plus égalitaires ne peut se faire dans l'occultation pure et simple des erreurs commises ou l'effacement de délits réels commis dans l'exercice de fonctions publiques. Les actions projetées ne peuvent être équitables et efficaces que si elles s'appuient sur une vision large et rigoureuse des régimes d'action publique : elles nécessitent également de comparer des espaces similaires sans trop globaliser les analyses menées. En Allemagne, qu'y a-t-il de commun entre l'opulente Bavière et le Brandebourg ou d'autres territoires issus de l'ancienne RDA ? En Flandres qu'y a-t-il de commun entre les sous-régions de Gent ou Antwerpen et le Limbourg ? En Wallonie, entre le Brabant Wallon et le Borinage ? Ceci, non pour jeter le discrédit sur telle ou telle zone géographique, mais afin d'affiner les approches et les perspectives, tout en évitant la création de

---

<sup>43</sup> V. Norbert ELIAS, *Humana Conditio*, Audiographie, Editions EHESS, 2016, p.28. Le sociologue allemand Norbert ELIAS a dû s'exiler en Angleterre et a prononcé le 8 mai 1985 à l'université de Bielefeld, une conférence à l'occasion des 40 ans de la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L'ouvrage reprend un texte plus dense qui constitue en quelque sorte son testament spirituel (il est décédé en 1990).

<sup>44</sup> Je renvoie à nouveau à l'ouvrage d'Alain TOURAINE paru il ya vingt ans déjà, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents*. Paris, Fayard, 1997

<sup>45</sup> V. N.ELIAS, op.cit., p.31

systèmes opaques comme l'ont notamment mis en exergue les affaires Publifin et Publipart<sup>46</sup>.

Reconnaissons qu'une difficulté majeure du politique consiste dans l'ajustement des temporalités : les rythmes qui concernent les bouleversements technologiques, les adaptations requises de la part des usagers, les apprentissages individuels par rapport aux modifications organisationnelles, enfin les changements institutionnels, ne sont pas identiques. Or le temps de la décision politique exige logiquement de s'inscrire dans la durée et non de se modifier en fonction d'un type de leadership au pouvoir à un moment précis. Il y a eu des exemples réussis de pacte dans le passé, tel celui qui a permis de mettre en place le système de sécurité sociale que nous connaissons dans nos pays. Le Pacte d'Excellence pourrait être un instrument de mouvement pour plus d'égalité s'il n'est pas réduit un simple commun dénominateur qui gomme les divergences et n'exprime pas une vision cohérente du changement global dans un domaine clé<sup>47</sup>.

L'implication de femmes et d'hommes en tant que citoyens comporte différents niveaux et plusieurs étapes : elle ne passe pas simplement par la consultation populaire ou des manifestations de grande envergure. Elle passe d'abord par l'enracinement de l'action publique dans un ensemble d'opérations locales qui mobilisent les différentes expertises.

## **2. Faites-nous rêver ? Patience et impatience du politique**

---

<sup>46</sup> Voir en particulier *La comparaison de politiques publiques infranationales : méthodes et pratiques*. Revue Internationale de Politique Comparée. Vol.19 2012/2..Suite à l'invitation de la coordination européenne JECI-MIEC en. 1998, il m'avait été demandé d'exposer la question de la richesse et de la pauvreté en Belgique fédérale. V. Jos.L.PIRSON, *Is Belgium a rich country? A comparison between the Belgian regions and areas at different levels (Education, Healthcare, Economics, Culture...)* European Colloquium on Poverty, Leuven, 13-15 April 1998.

Une vision affinée au plan de la comparaison entre régions doit en effet recourir à plusieurs indicateurs : notamment celui du degré de concentration de ressources à disposition d'une collectivité territoriale (infrastructures de services et de transport, moyens de production, hôpitaux, établissements d'enseignement, centres de recherche). A côté des différences entre régions, il convient également de prendre en compte les disparités infrarégionales (dans même sous-région, pour reprendre un exemple sans doute trop simple, on ne vit pas dans des conditions égales à Clabecq ou à Lasne).

<sup>47</sup> Au plan d'une expertise en vue de l'efficacité et de l'efficacé au cœur de systèmes démocratiques, sans chauvinisme, il me paraît important de citer ici dans les études prospectives à plusieurs niveaux, les travaux de l'Institut Jules Destrée, sous la direction de Philippe DESTATTE. Dans une conférence au Conseil Economique, Social et Environnemental de la nouvelle Région de Bourgogne-Franche Comté ce dernier mettait notamment en évidence, en janvier 2016, l'importance d'un croisement entre les approches des différentes parties prenantes, ainsi que d'une interrogation collective sur les trajectoires et les enjeux.

La démocratie est par ailleurs un système de coopération conflictuelle : elle repose sur la capacité de groupes différents de proposer une vision commune. Avec mon ami Michel Damar nous pensons qu'une vision progressiste pour aujourd'hui comporte au moins trois axes sur lequel je pourrai revenir dans une livraison ultérieure : la lutte contre les inégalités sociales, le développement durable et un autre mode de gouvernance dans laquelle les citoyens sont impliqués et plus simplement consultés. Ce triple objectif ne peut être rencontré de la même manière et au même rythme à toutes les échelles : il y a des distinctions à opérer entre l'échelon local, supralocal et régional. Pour reprendre l'échelle d'un pays comme la France, les expériences d'autogestion de Vandoncourt dans le Jura (depuis 1970), de ville en transition à Ungersheim dans le , ou de Loos-en Gohelle dans le Pas de Calais ne peuvent être appliquées de manière directe dans des contextes spatiaux de plus grande étendue ou à plus forte population.

Des villes comme Freiburg ou Copenhague ont cependant mis en place un système de concertation avec les habitants et d'implication des citoyens dans de solides projets de ville qui conjuguent les dimensions sociale et écologique. A Freiburg, la municipalité a mis en place une politique de mobilité douce, de recours aux énergies renouvelables, de lutte contre les gaspillages : les différentes communautés religieuses (chrétiennes et autres) ont été impliquées dans la mise en place de mesures locales.

Dans les communes déjà citées, mais également d'autres dans différents Etats, des espaces et de médiations existent : ces relais organisés (comités de quartier, instances d'évaluation, de concertation) permettent de construire du lien social et de la relation entre la construction (le « *decision making* ») et la prise de décision (le « *decision taking* »). La définition des villes et villages en transition comme Ungersheim exige toutefois de relier les expériences et les domaines (l'économie, la mobilité, l'habitat, la culture et l'éducation).

Des exemples peuvent être cités : je propose de les aborder à partir de la redéfinition de l'économie, de l'éducation, de la culture et du dialogue entre convictions.

### **3. Une société à plusieurs vitesses ? Retrouver les liens aux territoires.**

La définition classique de l'économie comme activité de production, de consommation et d'échange de biens et de services mérite d'être réexaminée dans le lien aux territoires, aux circuits de production et aux formes d'échanges en reliant l'économique aux dimensions sociales et

culturelles : c'est la capacité de relier ces dimensions qui permet de donner corps et sens à l'action<sup>48</sup>.

L'intérêt d'une coopérative comme Paysans Artisans à Floreffe et dans la sous-région namuroise est certes de relier dans une perspective citoyenne les dimensions de production et de consommation : il réside avant tout dans la capacité de mettre en place des collectifs qui repensent le rapport à la production, à la qualité de vie, au type de développement. L'Université Populaire mise en place en 2015 a rassemblé une quarantaine de participants sur la thématique du rapport au territoire et au bien foncier en vue d'une production agricole maîtrisée. La session 2016 a pour objectifs de repenser le rapport aux circuits de distribution (circuits courts, grande distribution...). Les deux tiers de participants ont moins de trente cinq ans. Paysans Artisans insiste, rappelons-le, sur la dimension essentielle de production d'un savoir collectif : celle-ci passe au sein des comités réguliers de rencontre entre producteurs, bénévoles, coopérateurs. Les séances de formation débutent par un temps collectif de préparation.

Au plan du rapport à la connaissance, ce mode de fonctionnement est intéressant par rapport à la préoccupation d'un enseignement et de la formation tout au long de la vie : la production collective de savoirs relève de l'éducation permanente ou populaire, pour user de la terminologie française. L'invitation d'experts universitaires relève d'un autre mode de relations que l'écoute de la bonne parole de « ceux qui savent » : la préparation individuelle et collective des débats, le travail de synthèse après les débats, relèvent d'un autre mode de rapports sociaux que la sujétion aux experts, universitaires ou non. L'école que nous connaissons est l'héritière du XIXe siècle industriel : sa forme a peu ou pas changé depuis plus d'un siècle. Or, la plupart du temps nous assistons à une séparation stricte entre l'enseignement, la formation et l'éducation permanente. Dans les préoccupations de la coopérative existent précisément des projets de réflexion pour sortir l'école d'un modèle formaté. Des expériences locales (l'école communale de Buzet, les réflexions menées par des enseignants chercheurs et le mouvement « Une tout autre Ecole ») attestent de la possible fécondité des expériences collectées et des analyses menées. Nous sommes une fois de plus dans la tâche et non dans le pur engrangement de données externes.

Nous ne pouvons pas éluder la question du rapport à l'habitat et à la mobilité

---

<sup>48</sup> A ce propos on peut se référer aux travaux et exposés de Luc MARECHAL, Inspecteur Général à la Région Wallonne (Aménagement du Territoire). Il a largement mis en évidence l'importance du lien aux territoires et des politiques qui sont menées ainsi que les éléments de mal gouvernance qui nécessite de profonds changements de mentalités et de structures.

Celle-ci se pose certes en termes différents à l'intérieur d'une métropole comme Bruxelles ou dans des villes comme Liège et Charleroi, ou encore des communes comme Thuin ou Libramont<sup>49</sup>. Elle est toutefois un enjeu capital pour le devenir des populations et la capacité de construire une vie citoyenne. Il y a quelques années un collectif d'universitaires des universités francophones a publié un manifeste argumenté sur le transport par rail en Wallonie. Pour reprendre leurs termes, « *le réseau ferré en Wallonie s'apparentera bientôt à un train touristique reliant deux gares Calatrava (Liège et Mons, ndlr) plutôt que d'assurer à chacun le droit à la mobilité ...* »<sup>50</sup>. Or la problématique de la mobilité mérite d'être posée en termes d'usages communs et de capacités de se déplacer, que l'on habite Auderghem, Beaumont, Thimister, Bièvre ou Musson. Cependant des solutions existent : en témoignent les exemples de villes comme Lyon, Dijon, Strasbourg ou Bordeaux en France ou des villes et villages déjà cités.

#### **4. Et Dieu dans tout ça ? Réapprofondir le lien interconvictionnel**

L'irruption de la question convictionnelle religieuse peut paraître artificielle dans le contexte d'une réflexion sur la société contemporaine qui se prétend démocratique. Elle n'est pas saugrenue si nous prenons la précaution de reconnaître l'apport incontestable de la philosophie des Lumières : celui de la désacralisation du pouvoir (il n'y a aucun pouvoir de droit divin) et du refus de voir la sphère religieuse accaparer à nouveau la société civile et la gestion du politique. Cette question n'est pas par ailleurs propre à la société occidentale : le dominicain camerounais Eloi Messi Metogo a bien mis en évidence depuis plus de vingt ans l'illusion d'une représentation de la société africaine comme un ensemble compact et quasi naturellement religieux<sup>51</sup>. Ici et là il faut reconnaître la pluralité et la nécessité d'un travail de longue haleine et d'un réel dialogue interculturel afin de clarifier des présupposés et risquer de nouvelles pistes d'action.

Ici je voudrais lancer un hommage à des personnalités disparues qui m'ont appris à échanger de manière libre autour de textes évangéliques et humanistes : en Wallonie je pense notamment à Roger Lallemand, à Jacques

---

<sup>49</sup> A ce propos il est également important de mentionner les travaux du SEGFEFA (Service d'Etudes de Géographie Economique Fondamentale et Appliquée) de l'Université de Liège, sous la direction de Guenaël DEVILLET. Le service effectue notamment l'analyse de la concentration de services et la transition écologique dans des cités européennes mais également d'Amérique Latine (Argentine notamment).

<sup>50</sup> Voir *Le réseau ferré en Wallonie*, La Libre, 8 et 9 décembre 2012.

<sup>51</sup> V. E. MESSI METOGO, *Essai sur l'indifférence religieuse et l'incroyance en Afrique noire*. Karthala, 2013

Yerna ou à l'écrivain Jean-Claude Pirotte, mais aussi, dans le monde catholique, à Jacques Valéry et Pierre de Loch.

Je voudrais également recommander le dernier ouvrage d'Abdenour Bidar, « *Quelles valeurs partager et transmettre aujourd'hui ?* »<sup>52</sup>. L'auteur nous montre que c'est grâce à la vie de société que se construit la dignité humaine : nous ne sommes pas des monades, des individus qui contiendrions en nous-mêmes la source et le principe de toutes nos actions. Nous sommes reliés par une histoire, une tradition faite à la fois de violences et de pacification.

La capacité de réenchantement ne peut en effet se bâtir sur des illusions ou une conviction de suprématie : elle est amenée à se nourrir du travail patient d'éducation, de discussion, d'échanges. La journaliste et rabbin juive libérale Delphine Horvilleur ou le philosophe laïque Jean-Marc Ferry témoignent également de ce souci commun<sup>53</sup>. L'un et l'autre proposent un chemin réciproque entre la raison politique, qui se déploie dans l'espace public et les convictions qui se déploient dans l'espace privé. Les convictions doivent pouvoir s'échanger sans que l'une prédomine au nom d'une tradition, quelle qu'elle soit. Il existe bien un espace éthique commun à fréquenter : celui de l'engagement au service des privilèges de quelques-uns ou de l'émancipation du plus grand nombre. A Voltaire qui affirmait qu'il était « *à propos que le peuple soit guidé, non qu'il soit instruit* » j'ai toujours préféré Condorcet et son projet d'éducation large de toute la population.

Ce débat ne se déroule pas entre références clivées religieuses ou laïques, mais bien entre plusieurs conceptions du monde : il paraît fécond qu'existent des espaces publics autonomes dans lesquels les utopies différentes peuvent entrer en dialogue et ne pas occulter les ressources des uns et des autres.

Le concept de réenchantement du monde se révèle ambigu, dans la mesure où il pourrait aider à maintenir l'illusion d'un âge d'or perdu, ou la reconstruction d'un ordre ancien préférable à la situation vécue. Or, comme l'énonce le philosophe Jean-Michel Longneaux, c'est cette vie qu'il nous faut habiter, il n'y en a pas d'autre à rêver ! Les enjeux sont ici présents et exigent d'apporter des réponses appropriées. L'utopie n'est pas la plongée dans un monde irréel ; elle correspond au déploiement de la raison large et de projets à plus long terme. Ceux-ci requièrent des programmes précis, des conditions de réalisation et des échéanciers pour passer de l'utopie aux projets. Le débat entre convictions est possible si elles acceptent de se

---

<sup>52</sup> A. BIDAR, *Quelles valeurs partager et transmettre aujourd'hui ?* Paris, Albin Michel 2016

<sup>53</sup> J.M.FERRY, *La Raison et la Foi*, Paris, Agora, 2016. Jean-Marc FERRY a été enseignant à Paris, Nantes et à Bruxelles (sciences politiques et philosophie à l'ULB).

laisser interroger à l'aune de la raison large à partir des questions déjà énoncées par Kant : « que dois-je faire (registre éthique)? », « que m'est-il permis d'espérer (registre symbolique) ?

Suite de la couverture page 2

de fierté, au moins ne peut-on se contenter des anathèmes ; un effort réel pour comprendre les ressorts de leur mal-être sans les accompagner dans leurs fantasmes et faire de la surenchère constitue un point de départ incontournable ». (p. 166).

Parmi une vaste littérature, ce Feuillet rassemble des analyses et des prises de position qui sont un appui tant à la réflexion qu'à l'action.

Deux parties le composent, d'une part la doctrine sociale de l'Eglise, ou dans un langage plus quotidien regard et position de l'Eglise sur le monde économique et social, d'autre la société « post-industrielle » et l'engagement personnel ou associatif. Dans cette seconde partie, Joseph Pirson met au cœur de ses écrits le sociologue Alain Touraine et d'autres analystes de notre société en lien avec l'action des individus. Ses textes destinés à des lectorats différents éclairent les concepts et l'évocations de faits sous différents angles de vues.

On se doit enfin de rappeler la récente (et copieuse) lettre pastorale des évêques belges « Popularum communio » à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'encyclique « Popularum progressio » du pape Paul VI (voir à ce sujet le n° 1/2017 du bulletin d'Eglise-Wallonie, pp. 3-4, <http://www.eglise-wallonie.be/wp-content/uploads/EW-BULL-12017.pdf> ), texte intégral de la lettre pastorale : <http://www.cathobel.be/wp-content/uploads/2017/02/17-02-20-Populorum-communio-F.pdf> ).

Sommaire : couverture, page 55

## Sommaire

Jean-Pierre Lemaître, une Doctrine sociale ou des enseignements sociétaux **3**

Pape François, Un système économique qui met des êtres humains à l'écart est « inacceptable » **7**

Jean-Pierre Lemaître, Journée d'étude sur le sens du travail : Actualité des enseignements sociaux de l'Eglise catholique romaine : regards académiques croisés sur la « Doctrine Sociale » **11**

Communauté d'Eglise du Monde ouvrier, Les Cemo's s'engagent **15**

## II

Jos Pirson, De la violence ? **18**

Jos Pirson, « Nous sujets humains ». Comment autonomie et solidarité peuvent se combiner pour un nouveau vivre ensemble **23**

Jos Pirson, Engagements citoyens et mouvements Sociaux **31**

Jos Pirson, Engagements citoyens et engagements Pluriels ? **38**

Jos Pirson, Réenchanter le monde ? Renouer avec l'engagement citoyen **45**

**(dossier assemblé par Luc Maréchal qui en porte la responsabilité)**